RAF 2023 : l'inclusion financière au menu

NOTRE AFRIK

www.notreafrik.com

TRIMESTRIEL PANAFRICAIN D'INFORMATION - 12e ANNÉE - N°91 - JANVIER-FÉVRIER-MARS 2023



CAMEROUN
L'insondable Paul Biya

GABON
Le grand tournant

NIGÉRIA
Dernière bataille pour Atiku Abubakar

RD CONGO

L'heure de vérité...

L'année 2023 sera marquée par des élections générales prévues en décembre. Mais les autorités peinent à ramener la paix à l'Est du pays en proie à une insécurité permanente. Félix Tshisekedi, candidat déclaré à sa propre succession, continue de faire face à de nombreux obstacles et les Congolais rêvent d'une paix durable, de la stabilité et de la prospérité.

Belgique : **5 €** France : **5 €** Royaume Uni : **4 £** Canada : **6 $ CAN** USA: **7 $ US** Cameroun : **3 900 F CFA** Ethiopie : **65 Birr**
Guinée : **30 000 GNF** Zone CFA : **4 500 F CFA** RD Congo, Rwanda, Burundi : **7,5 $ US** Maroc : **40 DH** Tunisie : **4 DT**

9 772033 373024 00880

SERVICE
STRENGTH
VISION



DÉCOUVREZ UNE BANQUE VISIONNAIRE

DÉCOUVREZ VISTA BANK

Bienvenue à l'aube de l'ère VISTA: Une nouvelle banque pour une nouvelle génération, forte de sa vision et de sa motivation à devenir un établissement financier de stature mondiale.

Solidaires dans notre engagement à proposer des innovations audacieuses et des solutions véritablement axées vers la clientèle, notre force réside dans notre détermination :

- à devenir la banque de tout premier choix grâce à des produits et services financier qui se démarquent ;
- à rendre les services bancaires numérique de pointe accessibles à tous.

Pour découvrir notre histoire dans son intégralité, visitez :
vistabankgroup.com

VISTA
BANK


QUELLES SERONT LES COULEURS DE 2023 ?
KAKI OU RIEN !
ZOGODA ...
ROUGE ET NOIR.
لا إله إلا الله
الله
رسول
محمد
ROUGE, BLEU ET BLANC RUSSES.
ROUGE, BLEU ET BLANC, MAIS FRANÇAIS
Ibrahim Traore
LES DEUX EN MÊME TEMPS, C'EST POSSIBLE ?
ROUGE A.N.C. AU PAYS ARC-EN-CIEL ...
ANC
ROUGE, JAUNE ET BLEU ...
UDPS
... POUR MA RÉÉLECTION.
GLC

Sommaire



©PRC RD CONGO

6
À LA UNE
RD Congo : l'heure de vérité ...

CHRONIQUES

5 Éditorial
Élections et démocratie en Afrique : à quand la rime ?

74 La chronique de Yahia Belaskri
L'Espérance contre la haine

ICI & AILLEURS

20 Une femme, un parcours
Kanayo Awani
Une banquière en mission

ACTUALITÉS

22 Gabon
Le grand tournant

24 Mali
Quel avenir pour la MINUSMA ?

26 Nigeria
La dernière bataille pour Atiku Abubakar

28 Bénin
Le Parlement retrouve des couleurs...

30 Cameroun
L'insondable Paul Biya

34 Afrique-Etats-Unis
Une relation en questions

LA GRANDE INTERVIEW



© DR

10
Christophe Mboso N'Kodia Pwanda, Président de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo.
« Les Nations Unies doivent prendre leurs responsabilités au risque de se discréditer définitivement »

SPÉCIAL



© RAF

40
RAF 2023
L'inclusion financière au menu

ECONOMIE

52 Finances et banques
La révolution Fintech...

56 **Le défi de la régulation**

68 Perspectives économiques
Le FMI optimiste pour la Cemac

60 Industries culturelles et créatives d'Afrique
Afreximbank renforce son financement

62 L'entretien éco
« La RDC est de plus en plus fréquentable...»

EPOQUE SPORTS

64 QATAR 2022
Compte et mécomptes africains

NOTRE AFRIK

Siège social
Avenue de la chasse n°133 -135
1040- Bruxelles-Belgique
Téléphone : + 32 2 211 33 76
Email: ecrire@notreafrik.com
Site web: www.notreafrik.com

Fondateur
Thierry Hot

Directeur de publication
Emmanuel Babissagana
emmanuel.babissagana@notreafrik.com

Rédacteur en chef
Simon Pierre Etoundi
simonpierre.etoundi@notreafrik.com

Directrice des opérations
Paule Renée Etogo
paule.etogo@notreafrik.com

Chroniqueurs
Damien Glez
Yahia Belaskri
Jules Hervé Yimeumi

Collaborateurs
Quentin Noirfalisse
Annick Lebrun
Gustave Emmanuel Samnick
Patrick Ndungidi
Georges Auréole Bamba

Correspondants
Mohamed Arezki Himeur (Algérie)
Désiré Théophane Sawadogo (Burkina Faso)
Joseph Mangoua, Yacouba Sangaré (Côte d'Ivoire)
Florence Pinay (Tunisie)

Création graphique
Alban Abiaga

Ventes & Abonnements
Service Abonnement
Avenue de la chasse n°133 -135
1040- Bruxelles-Belgique

Diffusion
AMP, VIP Diffusions Presse, Brussels Airlines

Impression
Imprimerie Van Ruys
50-52 rue de l'Orient
1040 Bruxelles

ISSN : 2033-3730
Enregistré à la Bibliothèque Royale de Belgique



Par Serge Mathias Tomondji

Élections et démocratie en Afrique : à quand la rime ?

Entre coups d'éclat démocratiques et coups de canifs dans l'ordonnancement politique établi depuis le début des années 1990, l'Afrique de 2023 tente une marche forcée sur les œufs d'un nouvel ordre institutionnel. Du moins, quelques pays du continent titubent encore sur l'épilogue à écrire pour les transitions militaires en cours, sur fond de refondation de nos pays, qui revendiquent une indépendance totale et un système endogène de gouvernance. Le modèle démocratique occidental est ainsi fortement querellé, au moment où l'agenda électoral de l'Afrique est assez chargé cette année.

Pas moins de sept scrutins présidentiels se trouvent en effet dans les starting-blocks de cette course à la magistrature suprême, avec des enjeux divers et des conséquences variées. Et on ne compte pas, ici, les législatives et les locales, qui concernent le Bénin, le Nigeria, la Sierra Leone et le Mozambique. Les élections législatives béninoises ont d'ailleurs déjà redessiné la configuration du parlement monocolore qui s'achève, avec l'entrée au palais des gouverneurs de Porto-Novo de députés du parti Les démocrates, qui s'oppose aux formations qui soutiennent et accompagnent l'action du président Patrice Talon.

Sur le chapitre des élections présidentielles, le Nigeria, qui doit ouvrir le bal le 25 février 2023 — alors que la situation sécuritaire continue de donner de sérieuses frayeurs — fait bande à part puisque le chef de l'État sortant, Muhammadu Buhari, doit passer la main. L'ancien général de 80 ans est arrivé au terme de ses deux mandats de quatre ans, et ne peut plus prétendre à diriger cette puissante fédération de 200 millions d'habitants, conformément à la Constitution de 1999. Qui, des 18 candidats qui se bousculent au portillon, emportera au final la faveur des urnes, entre les personnalités du Nord musulman et du Sud chrétien ?

On suivra aussi sans doute de façon un peu particulière, la prochaine élection présidentielle du Gabon, prévue pour le mois d'août, où Ali Bongo tente la passe de trois. Ayant succédé à son défunt père en 2009 au détour d'une élection contestée, et s'étant maintenu au pouvoir au lendemain du scrutin explosif de 2016, cette troisième candidature pour un chef d'État qui doit en plus gérer les effets de l'AVC dont il a été victime le 24 octobre 2018, alimente déjà bien des débats. Et l'on craint qu'une fois de plus, la rue s'en mêle et que les urnes s'emmêlent…

Ailleurs sur le continent, la danse des urnes offre, cette année, des compétitions en demi-teinte, dans lesquels les tenants actuels du pouvoir se battent pour « gagner » un deuxième mandat à la tête de leurs pays. Ainsi en va-t-il de la Sierra Leone en juin, du Zimbabwe en juillet ou en août, du Liberia en octobre, de Madagascar en novembre et de la République démocratique du Congo en décembre, où, respectivement, Julius Maada Bio, Emmerson Nnangagwa, George Weah, Andry Rajoelina et Félix Tshisekedi sont en piste pour un second bail à la présidence.

L'Afrique de 2023 se jaugera donc aussi à la lunette de ces scrutins présidentiels qui feront pousser la fièvre électorale, alors que le système démocratique qui la porte est en plein questionnement sur le continent. Année de transition pour les… Transitions militaro-politiques en cours sur le continent, où des élections sont projetées en 2024, on ne manquera sans doute pas de questionner les récents évènements du Brésil, et ceux, un peu plus lointains des États-Unis, dans cette quête d'une rime harmonieuse entre élections et démocratie.■

Pas moins de sept scrutins présidentiels se trouvent en effet dans les starting-blocks de cette course à la magistrature suprême, avec des enjeux divers et des conséquences variées. Et on ne compte pas, ici, les législatives et les locales, qui concernent le Bénin, le Nigeria, la Sierra Leone et le Mozambique. Les élections législatives béninoises ont d'ailleurs déjà redessiné la configuration du parlement monocolore qui s'achève, avec l'entrée au palais des gouverneurs de Porto-Novo de députés du parti Les démocrates, qui s'oppose aux formations qui soutiennent et accompagnent l'action du président Patrice Talon.



RD CONGO

L'heure de vérité ...

L'année 2023 sera marquée par des élections générales prévues en décembre. Mais les autorités peinent à ramener la paix à l'Est du pays en proie à une insécurité permanente. Félix Tshisekedi, candidat déclaré à sa propre succession, continue de faire face à de nombreux obstacles et les Congolais rêvent d'une paix durable, de la stabilité et de la prospérité.

©PRC RD CONGO

Par Claire MEZANG

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a définitivement levé l'épais nuage de doute qui pesait encore, il y a quelques mois, sur la tenue effective des élections en décembre 2023 en République démocratique du Congo (RDC). Le calendrier électoral rendu public par son président, Denis Kadima, le 26 novembre dernier en son siège à Kinshasa prévoit l'organisation des élections générales le 20 décembre 2023 et la prestation de serment du président de la République élu le 20 janvier 2024. Ces élections seront constituées d'une présidentielle à un tour, des législatives, de l'élection des députés provinciaux et des conseillers communaux.

Dans un discours prononcé le 10 décembre dernier sur l'état de la Nation devant le Sénat et l'Assemblée nationale réunis en Congrès, le président congolais s'est voulu rassurant sur l'organisation d'un scrutin libre, démocratique et transparent. *« Je suis heureux et confiant d'affirmer ce jour que l'année 2023 sera essentiellement électorale avec l'organisation des scrutins multiples à tous les niveaux sur la base du calendrier publié par la CENI »*, a souligné Félix Tshisekedi. Face aux doutes de l'opposition et de certaines organisations, le numéro un congolais a affirmé qu'il est question, à travers cette option, de consolider une démocratie congolaise encore fragile et de pouvoir respecter l'exigence des cycles électoraux. Pour lui, il est « fondamental de pouvoir se mobiliser pour que les prochains scrutins soient organisés dans les délais constitutionnels ».

A l'instar des élections de 2018, celles à venir seront également financées par l'Etat congolais. *« Je suis fier de confirmer que le gouvernement congolais finance à 100% le budget du cycle électoral en cours suivant le plan de décaissement établi par la CENI, tout en restant ouvert aux soutiens des partenaires techniques et financiers »*, a-t-il déclaré. *« J'ai instruit le gouvernement à accompagner la CENI et à ne ménager aucun effort pour mettre à sa disposition des ressources nécessaires »*, a poursuivi Félix Tshisekedi. Le chef de l'Etat qui en appelle à des élections *«inclusives»*, plaide en faveur d'un enrôlement massif des Congolais de la diaspora établis dans cinq les pays pilotes que sont l'Afrique du Sud, la France, la Belgique, le Canada et les Etats-Unis.



Le président congolais est très souvent au contact des populations.

> **Je suis heureux et confiant d'affirmer ce jour que l'année 2023 sera essentiellement électorale avec l'organisation des scrutins multiples à tous les niveaux sur la base du calendrier publié par la CENI.**

Insécurité : un défi de taille

Mais la volonté des autorités congolaises d'organiser à tout prix des élections *« inclusives »* le 20 décembre 2023 suscite tout de même quelques appréhensions, au regard du contexte sécuritaire préoccupant à l'Est du pays. Les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu sont, depuis plusieurs décennies, otages des groupes armés et autres milices ayant décidé de rendre cette partie de la République démocratique du Congo ingouvernable par les autorités de Kinshasa. Cette situation a contribué à la dégradation progressive des relations entre la RDC et le Rwanda, accusé de soutenir des hors-la-loi dont le Mouvement du 23 mars (M23). Défaite en 2013, cette rébellion constituée de combattants en majorité de l'ethnie tutsie est considérée par le gouvernement congolais comme étant *« le bras armé de Kigali en RDC »*. Le 10 décembre dernier face au Congrès, Félix Tshisekedi n'a d'ailleurs pas manqué l'occasion de présenter Kigali comme étant le principal responsable de la situation chaotique actuelle dans la partie orientale de son pays. *« Notre pays fait l'objet d'une agression lâche par le Rwanda sous couvert du M23 »*, a-t-il réitéré. Sur le carreau, des milliers de morts et de déplacés fuyant les combats ainsi qu'une situation humanitaire plus que déplorable sont déplorés au quotidien. Dans ces conditions, il est difficile de garantir la tenue d'élections crédibles, conformément au calendrier communiqué par la CENI. A ce sujet, le le Président rwandais, Paul Kagamé a toujours réfuté les accusations portées contre son pays, renvoyant son voisin congolais à ses propres responsabilités. Le 30 novembre 2022 face au Parlement, le président rwandais a plutôt accusé son homologue congolais de chercher un bouc-émissaire à qui faire endosser le moment venu un éventuel échec des élections. « Ce problème peut être réso-



L'Est du Congo reste en proie à une forte insécurité.

lu si un pays étranger qui se dirige vers des élections n'essaie pas de créer des motifs d'urgence pour qu'elles n'aient pas lieu », a dénoncé M. Kagamé.

Mais tout ne semble pas perdu même si les chances d'un retour à la normale d'ici la date du scrutin sont de plus en plus minces. La communauté internationale et les partenaires étrangers restent à la manœuvre dans l'espoir de sauver ce qui peut encore l'être. Pour le moment, la rébellion du M23 tarde toujours à se conformer à l'accord de cessez-le-feu conclu à Luanda en Angola le 23 novembre 2022. Ledit accord trouvé à l'initiative de l'Union africaine (UA) en présence des présidents congolais, Félix Tshisekedi, burundais, Evariste Ndayishimiye, angolais, Joao Lourenço, médiateur de l'Union africaine, de l'ancien président kényan, Uhuru Kenyatta, facilitateur de la Communauté est-africaine, et du ministre rwandais des Affaires étrangères, Vincent Biruta, préconisait le retrait du M23 *« des zones occupées »* et leur *« repli dans leurs positions initiales »*. Pour sa part, la rébellion affirme s'y conformer malgré son absence au mini-sommet de Luanda. Mais sur le terrain la situation demeure tendue avec des exactions sur les civils qui se poursuivent. De son côté, la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) qui envisage un déploiement intégral des troupes à Goma, Bunagana, Rutshuru et Kiwanja tarde encore à neutraliser la rébellion du M23.

Dans la même veine, le régime de Kinshasa gagnerait également à travailler davantage dans le sens d'une normalisation de ses rapports avec la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Généralement critique vis-à-vis de la force internationale qu'elle accuse régulièrement d'être de mèche avec les groupes armés et laxiste à l'endroit de ces derniers, le gouvernement congolais n'a jamais caché son désir de la voir quitter le pays. A défaut d'éradiquer totalement les mouvements armés à travers la RDC, la MONUSCO a tout de même contribué, depuis sa création en 1999, à faire reculer de manière considérable cette menace.

Je suis candidat, car la situation du Congo est chaotique et je dois sauver un peuple en danger (…) Je vois que mon pays va mal, et je peux trouver une solution pour mon pays. Je l'ai fait quand j'étais gouverneur, j'ai un bilan, donc j'ai l'expertise.

Duel de fauves en perspective

Sur un plan politique interne, c'est un secret de polichinelle que le président congolais sera candidat à sa propre succession. En août 2021 dans un entretien accordé à la presse, Félix Tshisekedi avait déjà clairement exprimé son intention de se présenter à sa propre succession. *« J'ai une vision pour ce pays, je veux la concrétiser. Si le peuple veut bien m'accorder ce second mandat, je poursuivrai ma mission. Et après, je passerai la main»*, a-t-il lancé. Mais il devra faire face à des poids lourds qui ne cessent de se dévoiler au fur et mesure qu'approche l'échéance. Parmi les plus emblématiques, le président sortant trouvera sur son chemin Moïse Katumbi. Recalé dans son élan en 2018, le président du parti *«Ensemble pour la République»* entend prendre sa revanche en décembre prochain. Après avoir claqué la porte de l'Union sacrée, il a annoncé il y a quelques semaines sa candidature sur la base d'un constat d'échec de l'actuel régime. *« Je suis candidat, car la situation du Congo est chaotique et je dois sauver un peuple en danger (…) Je vois que mon pays va mal, et je peux trouver une solution pour mon pays. Je l'ai fait quand j'étais gouverneur, j'ai un bilan, donc j'ai l'expertise »*, a-t-il affirmé.

Investi au sortir du congrès du parti *«Engagement pour la citoyenneté et le développement (ECiDé)»* tenu à Kisangani du 11 au 14 juillet 2022, Martin Fayulu digère toujours mal ce qu'il appelle *« hold up électoral »* survenu en 2018 au cours duquel il est arrivé en

deuxième position avec 35,2% des voix, selon la CENI. Le porte-étendard de la coalition Lamuka estime toujours qu'il a remporté la dernière élection et croit en ses chances en décembre 2023. *« Je n'ai pas d'adversaire principal. En 2018, j'ai gagné à 62 %. Je n'avais pas d'adversaires sérieux. Si le peuple congolais continue à penser ce qu'il a pensé en 2018, je n'ai pas grand-chose à craindre. Je ne vois aucun candidat aller à l'encontre de la volonté du peuple congolais. Je suis l'émanation de ce peuple »*, clame M. Fayulu.

Etabli de manière permanente dans le Haut-Katanga depuis la dernière présidentielle, Joseph Kabila a presque disparu des radars. Les apparitions publiques de l'ancien président congolais sont de plus en plus rares. Ce dernier consacre le plus clair de son temps à ses activités agropastorales dans ses fermes. Sa plus récente apparition publique remonte en mai 2022 à l'église de Lubumbashi marquée par une poignée de mains avec Moïse Katumbi. Malgré ce retrait, ses proches disent qu'il reste au fait de l'activité politique, économique, sociale et culturelle du pays. Par le biais de certains fidèles, M. Kabila sonde l'opinion. *«Le président honoraire Joseph Kabila Kabange est libre, comme tout Congolais, de vouloir briguer la magistrature suprême. Le choix de revenir lui revient et à ce jour, rien ne l'empêche. Au regard de la situation du pays, et surtout au regard de la gestion calamiteuse de ceux qui sont au pouvoir actuellement, il est tout à fait normal que la population réclame son retour»*, croit savoir Serge Kadima, cadre du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), l'ex-parti au pouvoir. Si Joseph Kabila avance masqué pour le moment, Jean-Pierre Bemba demeure pour sa part dans un mutisme total. L'ancien vice-président de la République dont la candidature à la présidentielle du 23 décembre 2018 avait été invalidée par la CENI pour sa condamnation par la Cour pénale internationale (CPI) pour « subornation de témoins » reste encore discret.



Moïse Katumbi a déjà déclaré sa candidature.

Tshisekedi mise sur « la prime au sortant » ...

Elu en décembre 2018 avec 38,57% des suffrages, Félix Tshisekedi devra mettre à profit les onze prochains mois pour mettre de l'ordre dans ses propres rangs. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) au pouvoir est traversée par des querelles et des divisions intestines qui la fragilisent. Entre délation, médisance, corruption, guerre de positionnement et de leadership, le parti présidentiel a mal à ses cadres qui se rendent coup pour coup. Beaucoup redoutent que l'ambiance délétère qui y prévaut soit préjudiciable à la candidature du président-sortant. Après trois années de magistère, le bilan de Félix Tshisekedi reste mitigé. Mais l'on se félicite de ce que la RDC connait depuis son élection un rayonnement à l'échelle internationale. Néanmoins Félix Tshisekedi n'arrive pas encore à satisfaire les attentes de ses compatriotes et à tenir nombre de ses promesses. Les inondations survenues en décembre dernier à Kinshasa avec un bilan de 169 morts, selon le bureau de Coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU pour la République démocratique du Congo sont venues rappeler à suffisance que nombre de Congolais vivent encore dans la précarité. Onze mois suffiront-ils au président congolais pour corriger ces imperfections ? Félix Tshisekedi y travaille. Depuis de longues semaines, il sillonne son pays multipliant les inaugurations d'écoles, d'hôpitaux et d'infrastructures en tout genre pour marquer les esprits. Le moment venu cela pourrait faire la différence. En tout cas, le président congolais croit dur comme fer qu'il garde la confiance des Congolais. On en saura davantage dans 11 mois. ■

Elu en décembre 2018 avec 38,57% des suffrages, Félix Tshisekedi devra mettre à profit les onze prochains mois pour mettre de l'ordre dans ses propres rangs. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) au pouvoir est traversée par des querelles et des divisions intestines qui la fragilisent.

«Les Nations Unies doivent prendre leurs responsabilités au risque de se discréditer définitivement»

Christophe Mboso N'Kodia Pwanda, Président de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo.

Propos recueillis par Suzanne CHEVALIER



©DR

Vous achevez en cette mi-janvier une visite officielle en Belgique. Etes-vous satisfait des divers entretiens que vous avez eu durant votre séjour ?

Ma visite qui s'inscrivait dans le cadre de la diplomatie parlementaire s'est bien déroulée. J'ai été très bien accueilli avec l'ensemble des députés qui m'accompagnaient et nous avons eu des échanges de qualité avec tous les interlocuteurs rencontrés durant notre séjour.

Vous avez eu l'occasion de rencontrer le Premier ministre belge Alexander de Croo. Avez-vous eu le sentiment d'être en phase sur l'état de la relation entre la Belgique et la République Démocratique du Congo ?

Sans ambages je répondrai par l'affirmative. Le Premier ministre Alexander de Croo possède une excellente capacité d'écoute et nous avons pu échanger dans un climat amical et constructif.

Quel regard portez-vous sur la relation entre la Belgique et la RD Congo ?

La relation est excellente et empreinte de sincérité. En juin dernier, nous avons eu l'occasion d'accueillir une visite du Roi Philippe et de la Reine Mathilde. Cette visite témoignait de la volonté du souverain belge de donner une nouvelle dimension à la relation entre nos deux pays. Cette visite et la symbolique qui l'a entourée permet de regarder l'avenir avec confiance.

Ce nouveau partenariat est-il respectueux ?

C'est une relation respectueuse et sincère entre deux pays liés par l'histoire avec une volonté commune de tourner la page des malentendus du passé. Nous avons foi que ce partenariat ira en se consolidant.

Vous sentez-vous suffisamment soutenus par la Belgique dans la résolution de la crise sécuritaire dans l'Est de la RD Congo ?

Elle fait ce qu'elle peut en fonction de ses moyens. Je dois cependant reconnaitre que ce soutien est sincère. Le Premier Ministre De Croo et l'ensemble des responsables belges n'ont de cesse de réaffirmer leur soutien à notre pays qui est agressé par le Rwanda.

Qu'attendez-vous de la communauté internationale sur cette crise de l'Est ?

J'attends de la communauté internationale un grand sens des responsabilités pour que les vies des Congolais soient épargnées et que cesse le pillage de notre pays entretenu par des grandes puissances et le Rwanda.

Qui sont ces puissances ?

Vous les connaissez ...

Le dialogue est-il encore possible avec le Rwanda ?

A condition que le Président Kagamé soit sincère et stoppe immédiatement son agression contre notre pays. Ça n'a que trop duré.

Votre pays accuse le Rwanda de soutenir le M23. En avez-vous des preuves formelles ?

De quel M23 parlez-vous ? Nous subissons tout simplement une agression du Rwanda et de ses supplétifs. Nous avons compris le jeu de Kagamé qui consiste à organiser la déstabilisation de notre pays en essayant de nous infiltrer

par des mécanismes de DDR (désarmement, démobilisation et reintégration) des forces combattantes à sa solde. Il est temps que ça cesse car nous avons compris son jeu. Nous n'intègrerons plus des soldats étrangers dans notre armée pour nous infiltrer et déstructurer notre armée et notre pays.

Je peux vous affirmer que le Président Félix Tshisekedi est déterminé à ce que ces élections aient lieu cette année conformément au calendrier électoral. Vous ne devez avoir aucun doute sur cet engagement du Président de la République.

Avez-vous le sentiment que la communauté internationale et notamment les Nations Unies jouent franc-jeu sur la crise dans l'Est ?

Je vais être clair là-dessus. Ce n'est pas qu'un sentiment, la communauté internationale ne joue pas franc-jeu. Je déplore et condamne l'inaction des Nations Unies qui connaissent la réalité de la situation. Eux-mêmes reconnaissent que l'armement utilisé par ceux prétendument appelés M23 est celui d'une armée moderne. Ces armes ne tombent tout de même pas du ciel. Les Nations Unies doivent prendre leurs responsabilités au risque de se discréditer définitivement en République Démocratique du Congo.

Les élections prévues dans votre pays cette année 2023 pourront-elles se tenir à bonne date dans un tel contexte sécuritaire ?

Je peux vous affirmer que le Président Félix Tshisekedi est déterminé à ce que ces élections aient lieu cette année conformément au calendrier électoral. Vous ne devez avoir aucun doute sur cet engagement du Président de la République.

Comment se déroulera par exemple l'enrôlement dans l'Est du pays en proie à l'insécurité ?

Cet enrôlement a débuté et se poursuivra. Nous nous sommes engagés à ramener la paix dans cette partie de notre pays et à sécuriser le processus d'enrôlement.

Comment allez-vous financer ces élections généralement budgétivores ?

N'ayez aucune crainte, nous avons provisionné les ressources nécessaires dans le budget de l'Etat pour que la CENI puisse organiser un processus électoral acceptable par tous les acteurs congolais.

L'opposition dépeint un tableau très sombre du pays depuis l'arrivée au pouvoir du Président Félix Tshisekedi. Pensez-vous pouvoir convaincre les Congolais du contraire ? Abordez-vous cette année électorale avec confiance ?

Connaissez-vous une seule opposition au monde qui applaudisse les actions d'un gouvernement ? Dans cette œuvre de construction de notre Nation, beaucoup de choses restent certes à accomplir, mais le bilan du Président de la République est positif avec l'ensemble des efforts visant à renforcer les filets sociaux (couverture santé universelle, gratuité des soins pour les femmes enceintes et les nouveau-nés), l'appui à la gratuité de l'enseignement primaire, l'entreprenariat des jeunes à travers divers guichets innovants et l'amélioration des conditions salariales des fonctionnaires. Quand le Président Tshisekedi est arrivé au pouvoir, le budget était de 4 milliards de dollars, aujourd'hui il passe à 14 milliards de dollars. Ce qui est historique pour notre pays même si notre ambition est de porter ce chiffre encore plus loin et de poursuivre la répartition équitable des richesses.


©DR


©DR


©DR

Vous êtes un ancien allié de l'ex Président Joseph Kabila. Les ponts sont-ils définitivement coupés ?

Même quand nous étions des alliés, on me traitait de mobutiste au sein de son parti. Joseph Kabila a refusé de suivre la marche de l'histoire et de rejoindre la révolution en cours. Moi, je suis un ardent défenseur de la cohésion nationale autour du Président Félix Tshisekedi.■

ONU

Le Mozambique au Conseil de sécurité



Après son élection en juin 2022, le Mozambique dispose depuis le 1er janvier dernier d'un siège de membre non-permanent au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), en remplacement du Kenya. Maputo entend, au cours de ce mandat de deux ans, jouer un rôle déterminant pour l'attribution à l'Afrique de deux sièges permanents au sein de cette institution. Pour le président mozambicain, Felipe Nyusi, dont le pays est depuis quelques années la cible du groupe terroriste al-shebab, ce mandat permettra également de mieux négocier le soutien des partenaires en vue d'une résolution durable de nombreuses crises sur le continent.■

BURKINA FASO

L'ambassadeur de France persona non-grata

Le porte-parole du gouvernement, Jean-Emmanuel Ouedraogo, a confirmé le 2 janvier dernier à la presse la décision des autorités burkinabè invitant Luc Hallade à quitter le pays. Le gouvernement n'a donné aucun détail sur les raisons de l'expulsion de l'ambassadeur français. Mais, toujours est-il que les rapports entre Ouagadougou et Paris sont de plus en plus tendus au regard de l'instabilité politique qui prévaut dans ce pays avec en prime les coups d'État en série. Moins de deux semaines auparavant, le Burkina Faso avait demandé à Barbari Manzi, coordinatrice résidente et humanitaire des Nations unies de plier bagages.■

TCHAD

Un coup d'État déjoué

Le gouvernement tchadien de transition a annoncé le 5 janvier dernier avoir mis aux arrêts onze officiers de l'armée et un militant des droits humains. Les autorités de N'Djamena parlent d'une *« tentative de déstabilisation »* ayant pour but de porter atteinte à l'ordre constitutionnel et aux institutions de la République. *« Ce plan a été élaboré par un groupe restreint de conspirateurs composé de onze officiers de l'armée avec à sa tête le nommé Baradine Berdei Targuio, président de l'Organisation tchadienne des droits humains [OTDH, créée en 2006] »*, a souligné un communiqué du gouvernement. Aziz Mahamat Saleh, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, a fait savoir qu'« une information judiciaire a été ouverte contre ces personnes pour atteinte à l'ordre constitutionnel, association de malfaiteurs, détention illégale d'armes à feu et complicité ». Le juge d'instruction en charge de l'affaire a procédé à leur inculpation et placé ces derniers sous mandat de dépôt.■

BRICS

L'Afrique du Sud prend la présidence

Le pays de Cyril Ramaphosa pilote depuis le 1er janvier dernier la présidence tournante du groupe des pays émergents comprenant outre l'Afrique du Sud, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. L'Afrique du Sud succède à l'Inde pour un mandat d'un an. D'après Naledi Pandor, ministre sud-africaine des Affaires étrangères, le renforcement de la coopération économique, politique, sociale et culturelle des États-membres sera la priorité de ce mandat. Une synergie d'actions stratégique avec le reste du groupe et des rencontres étroites au plus haut niveau et au niveau ministériel est également envisagée. La présidence sud-africaine de cet ensemble d'États intervient dans un contexte marqué par la volonté des Brics de former un ordre mondial plus juste et équitable.

Pretoria trouve sur sa table les demandes d'adhésion de l'Algérie, de l'Argentine et de l'Iran, ainsi que l'intérêt affiché par l'Arabie saoudite, la Turquie et l'Égypte à faire partie de ce groupe fondé en 2008.▪

LE CHIFFRE

806 millions de dollars

C'est le montant que le Sénégal ambitionne d'investir dans un programme régional d'investissement d'ici 2025. En effet, pour booster la croissance et répartir équitablement la richesse nationale, les autorités sénégalaises ont lancé depuis une dizaine d'années, le Plan Sénégal émergent (PSE). Il est question de réduire les inégalités et les injustices sociales sur le chemin de l'émergence à l'horizon 2035. Le nouveau projet, Programme d'investissements prioritaires (PIP) régional, s'inscrit dans le cadre du Plan Sénégal émergent (PSE) avec pour objectif *« d'asseoir les bases d'un développement durable à partir des potentialités et de l'expression des besoins territoriaux en termes d'investissements publics et privés »* selon le gouvernement sénégalais. Le PIP vise à permettre d'atteindre la transformation structurelle de l'économie, d'assurer la promotion du capital humain, la bonne gouvernance et l'Etat de droit.▪

METRO

SAMIA SULUHU HASSAN


© DR

La présidente tanzanienne, Samia Suluhu Hassan n'a pas peur de la contradiction. *« Vous êtes tous libres de critiquer le gouvernement »*, a-t-elle lancé récemment aux dirigeants des formations politiques de son pays. Le 3 janvier, elle a annoncé la levée de l'interdiction des meetings politiques qui frappait l'opposition depuis 2016, décision prise par son prédécesseur, John Magufuli de regrettée mémoire. Samia Suluhu Hassan a ainsi affiché la rupture en tendant la main à l'opposition, et en autorisant la réouverture de médias interdits. Davantage, elle se déclare prête à défendre la démocratie et les libertés fondamentales. La présidente tanzanienne a notamment évoqué d'autres réformes pour décrisper le climat politique et social dans son pays. Ainsi, les lois qui régissent la vie des partis et le jeu électoral qui font l'objet de polémiques en vue de la présidentielle de 2025 devraient être revues, a promis Samia Suluhu Hassan.▪

WALID REGRAGUI


© DR

Il s'est fait un nom sur le continent en conduisant le Wydad Athletic Club de Rabat (WAC) au titre de champion d'Afrique des clubs en 2022. Walid Regragui a ainsi fait apprécier sa science du management et de la tactique au point où la fédération marocaine de football lui a confié les rênes de la sélection nationale quelques mois avant la dernière Coupe du monde de football, Qatar 2022. Et le résultat a été éclatant. Walid Regragui a conduit les Lions de l'Atlas dans le dernier carré de la coupe du monde. Une première pour une sélection et un sélectionneur africains. Une première pour le sélectionneur d'un pays africain. Le Marocain s'est notamment fait remarqué par son audace et un discours décomplexé, n'hésitant pas à clamer que l'Afrique était en mesure de gagner la Coupe du monde. Avec lui, le Maroc n'est pas passé loin de l'exploit. Avec lui, l'Afrique a pris date.▪

CRISTIANO RONALDO


© DR

À 37 ans et considéré comme l'un des plus grands footballeurs de tous les temps, le Portugais Cristiano Ronaldo, malgré une dernière Coupe du monde sans relief au Qatar, a signé un contrat en or avec le club saoudien d'Al-Nassr. Il s'est engagé jusqu'en juin 2025 pour une somme globale estimée à 200 millions d'euros. Il va devenir le joueur le mieux rémunéré de la planète. Son arrivée en Arabie saoudite est assimilée par certains à un échec personnel. À ses détracteurs, le Portugais a asséné qu'il avait tout gagné (sauf la Coupe du monde) et que sa motivation à jouer au football était intacte. Par ailleurs, pour l'Arabie saoudite, pays de 35 millions d'habitants, l'arrivée de Ronalodo est une aubaine. Le pays est secoué par la *« Ronaldomania »* et le compte Instagram d'Al-Nassr a gagné des millions d'abonnés en quelques heures après l'officialisation de la signature de Cristiano Ronaldo. Un bel ambassadeur…▪

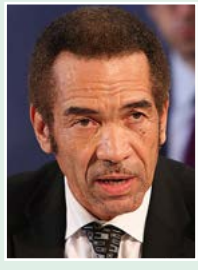
RETRO

MANDLA MANDELA


© DR

Lors de la cérémonie d'ouverture du Championnat d'Afrique des nations de football à Alger il y a quelques jours, Mandla Mandela, le petit-fils de Nelson Mandela, a appelé à « lutter pour libérer le Sahara occidental de l'oppression ». Cette sortie entre en droite ligne du soutien que l'Afrique du sud a toujours témoigné à l'endroit des indépendantistes sahraouis du Front Polisario. Mais le cadre de son intervention n'était pas approprié, puisque les instances du football continental et international interdisent toute intrusion de discours politiques dans le football. Mandla Mandela était l'invité de la fédération algérienne de football, dans le cadre du premier match officiel disputé dans le nouveau stade d'Alger qui porte le nom de l'ancien président sud-africain et icône de la lutte anti-l'apartheid. Toujours hors-sujet, le petit-fils de Nelson Mandela a également exhorté à « libérer la Palestine », dans une critique ouverte du Maroc qui a normalisé ses relations avec Israël il y a deux ans.▪

IAN KHAMA


© DR

L'ancien président du Botswana, Ian Khama fait l'objet d'un mandat d'arrêt émis contre lui par la justice de son pays. L'ancien chef de l'État qui est réfugié en Afrique du Sud depuis près d'un an, suite à des tensions avec l'actuel président botswanais se dit victime d'une persécution politique. Ian Khama est recherché par la police botswanaise pour possession illégale d'armes à feu dans une affaire qui remonte à 2016 et qui concerne également d'autres suspects. Le dossier s'est ouvert devant les tribunaux en son absence, en avril 2022, alors qu'il se trouvait en Afrique du Sud. L'ancien chef de l'État dit craindre pour sa vie dans son pays d'origine et clame haut et fort détenir les permis pour les armes querellées.▪

JOHN FRU NDI


© DR

Le fondateur et dirigeant du Social Democratic Front (SDF), parti d'opposition à Paul Biya au Cameroun est en ce moment très contesté au sein de sa formation politique. Pendant plus de 30 ans, John Fru Ndi a incarné la lutte contre le régime de Yaoundé. L'Opposant historique à Paul Biya qui s'apprête à céder la tête du parti qu'il a fondé, est le témoin d'une violente guerre de succession. Deux camps s'affrontent autour de la question des finances du parti. Et certains militants accusent John Fru Ndi de s'être enrichi sur le dos du parti. Les plus virulents l'accusent d'avoir trahi la lutte et de s'être accoquiné avec les autorités de Yaoundé. Jean-Michel Nintcheu, un député du SDF a même récemment demandé la démission de John Fru Ndi ouvrant un front qui menace l'unité de cette formation politique.▪

ILS BOUGENT...

FÉLIX LANDRY NJOUMÉ

Le Conseil d'administration d'Ecobank Centrafrique SA, a annoncé il y a quelques semaines l'approbation de la nomination de Félix Landry Njoumé au poste d'administrateur directeur général de cette banque. Le financier camerounais, qui occupait les fonctions de directeur groupe de la banque de la diaspora au sein du groupe Ecobank a remplacé Sylvain Pendi Bisseyou, arrivé en fin de mandat. Félix Landry Njoumé est diplômé de l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (Essec) de l'Université de Douala au Cameroun. Il est également titulaire d'un master en management et d'un MBA de l'Ecole supérieure de commerce de l'Université Paris I-Sorbonne, en France. C'est un ancien du groupe Ecobank au sein duquel, il a occupé d'importants postes de direction par le passé.■

ABDOUL SALAM BELLO

Il y quelques semaines, le Groupe de la Banque mondiale a annoncé la cooptation du Nigérien Abdoul Salam Bello en tant qu'Administrateur du Groupe Afrique II au sein de son Conseil d'administration. Avant sa désignation, le Nigérien avait été Administrateur suppléant du Groupe Afrique II de novembre 2020 à octobre 2022. Abdoul Salam Bello revendique une longue expérience au sein d'institutions multilatérales comme l'Agence du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (AUDA-NEPAD) ou la Banque islamique de développement Il a également travaillé dans le secteur privé, notamment Renault en France. Il connaît bien le Groupe de la Banque mondiale. Il a par exemple été Chargé de projet senior à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), en charge d'un programme sur la restauration des terres au Sahel. De 2014 à 2019, il a été Conseiller de l'Administrateur du Groupe Afrique II au Groupe de la Banque mondiale.■

EMMANUEL ARYEE MOKOBI

Depuis la fin de l'année 2022, le Ghanéen, Emmanuel Aryee Mokobi est le nouveau Directeur Général de la compagnie d'assurance britannique Prudential Plc en Afrique. Emmanuel Aryee Mokobi comptabilise 29 années d'expérience en tant qu'assureur agréé. Avant sa nomination, il a occupé le poste de Directeur général régional (Afrique australe et occidentale) avant d'être Directeur général régional (Afrique centrale et orientale). Il a aussi été Chef de la direction Prudential Life Insurance Ghana entre avril 2014 et juillet 2021. La nouvelle fonction du Ghanéen lui confie la gestion des 8 filiales africaines où l'assureur spécialisé dans la gestion d'actifs est présent. Il sera question pour Emmanuel Aryee Mokobi de garantir le management de la croissance, la rentabilité et la durabilité à long terme des services offerts au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Ouganda, en Zambie, au Kenya, au Ghana, au Nigeria et au Togo.■

AMADOU HOTT

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, a nommé courant décembre 2022, l'ancien ministre de l'Économie, du plan et de la coopération du Sénégal, Amadou Hott, comme son envoyé spécial et ambassadeur mondial pour l'Alliance pour l'infrastructure verte en Afrique (AGIA). L'ancien ministre sénégalais de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale devra actionner ses réseaux pour financer des projets écologiques. Amadou Hott effectue par ailleurs un retour au sein d'une maison qu'il connaît bien. En effet avant de rejoindre le gouvernement de son pays, le Sénégalais était vice-président du Groupe de la Banque africaine de développement chargé de l'Électricité, de l'énergie, de la croissance verte et du changement climatique. Il jouit notamment une riche expérience en matière de mobilisation de ressources, de partenariats public-privé (PPP), d'énergie durable, de financement des infrastructures et de banque d'investissement.■

CENTRAFRIQUE

Danièle Darlan à la retraite


© DR

La Cour constitutionnelle centrafricaine a approuvé il y a quelques jours la mise à la retraite de son ancienne présidente. Dans sa déclaration, la plus haute juridiction a fait savoir que le départ de Danièle Darlan, forcée par les autorités, était contraire à la loi fondamentale. Durant son règne, cette dernière avait fait échec aux projets de cryptomonnaie, le Sangocoin, et de réforme de la Constitution initiés par le gouvernement. Pour le moment, le siège de Danièle Darlan reste toujours vacant, faute de candidates femmes remplissant les critères au sein du corps des enseignants de la Faculté de droit de l'université de Bangui. La Cour constitutionnelle fonctionne jusqu'ici avec six juges, alors que la Constitution en prévoit neuf.■

MAURITANIE

L'ancien président devant la barre

Mohamed Ould Abdel Aziz sera traduit ce 25 janvier devant la justice pour répondre des accusations de corruption durant ses dix années de règne. Intercepté le 4 janvier dernier à l'aéroport de Nouakchott par des éléments de la gendarmerie qui ont confisqué son passeport alors qu'il s'apprêtait à prendre son vol, il n'a pas pu embarquer pour Paris en France. En 2021, Mohamed Ould Abdel Aziz avait été placé sous contrôle judiciaire, avant d'être incarcéré, puis assigné à résidence pour des raisons de santé et libéré en septembre, au terme d'un contrôle judiciaire.■

CÔTÉ D'IVOIRE

Blé Goudé retrouve de la voix

De retour dans son pays le 28 novembre 2022, après son acquittement par la Cour pénale internationale (CPI) en mars 2021 pour crimes présumés lors de la présidentielle de 2010-2011, l'ancien ministre de la Jeunesse de Laurent Gbagbo a donné son point de vue sur la vie politique en Côte d'Ivoire. Le 11 janvier dernier au cours d'une conférence de presse qu'il a donnée à la Maison de presse d'Abidjan, l'ancien leader des Jeunes patriotes a indiqué sans détour son ambition de vouloir présider aux destinées de son pays. « Je reviens comme un acteur politique principal. Je suis Charles Blé Goudé qui cherche à gouverner la Côte d'Ivoire un jour. La Côte d'Ivoire a besoin de moi et j'aimerais participer aux prochaines joutes électorales », a-t-il souligné. « Quand je dis que demain je vais diriger la Côte d'Ivoire, je ne plaisante pas », a assuré Charles Blé Goudé. Mais bien qu'étant acquitté par la justice internationale, le président du Congrès panafricain pour la justice et l'égalité des peuples (Cojep) reste toujours sous le coup d'une condamnation à 20 ans de prison pour des faits liés aux tristes événements de 2011.■

CÔTE D'IVOIRE -MALI

Le temps de la décrispation ?

Les 46 militaires ivoiriens incarcérés depuis le 10 juillet 2022 à Bamako au Mali ont regagné Abidjan depuis quelques jours après avoir été graciés le 6 janvier dernier par le président malien de transition, Assimi Goïta. Ces militaires avaient été condamnés le 30 décembre 2022 par la justice malienne à 20 ans de prison et 2 millions d'euros d'amende pour « attentat et complot contre le gouvernement » et « atteinte extérieure à la sûreté de l'État ». Ce dénouement heureux est intervenu quelques jours seulement après un mémorandum signé entre la Côte d'Ivoire et le Mali en vue de leur libération, mais surtout grâce à la médiation du président togolais, Faure Gnassingbé, négociateur de la Cédéao dans la crise entre Abidjan et Bamako. Les trois autres soldates libérées en septembre 2022 et condamnées à la peine de mort par contumace et 10 millions d'euros d'amende par la justice malienne ont également bénéficié de la même grâce présidentielle.■

VISITE

Le pape François en Afrique

Le souverain pontife entame le 31 janvier prochain par la République démocratique du Congo (RDC) une visite en terre africaine. Le pape François qui, au cours de cette étape restera à Kinshasa, s'entretiendra avec le président Félix Tshisekedi. Pour des raisons sécuritaires, le numéro un de l'Église catholique ne se rendra plus à l'Est du pays où était initialement prévue une grande messe au pied du Mont Nyiragongo, théâtre de récents combats entre l'armée congolaise et les rebelles du M23. Le pape François dira plutôt une messe à l'aéroport de Ndolo à Kinshasa et devra s'entretenir avec les victimes de la crise. Le Souverain pontife s'envolera par la suite pour Juba au Soudan du Sud pour une visite de deux jours avec au programme une prière œcuménique au mausolée John Garang et une grande messe avant de retourner au Vatican.■

SANS LANGUE DE BOIS

PATRICE TALON

Président de la République du Bénin



« La vie n'est pas linéaire. On peut avoir été un moine et se lancer en politique. On peut avoir été un acteur économique majeur et tout sacrifier pour entrer au monastère. Un moine peut devenir polygame. Moi, j'ai choisi le défi du mandat présidentiel unique… »

« Je sais que le ciel m'a donné quelque chose, j'ai un certain génie, je voudrais que ce génie ne soit pas juste le mien, mais qu'il serve mon pays. »

« Ma conviction était et demeure que le mandat unique est utile dans des pays qui, comme le Bénin, ont un profond besoin de réformes pour remédier à la mauvaise gouvernance »

« Le monde se finance par le marché et par la dette, ce ne sont pas les moratoires, les dons et la générosité qui permettent le développement. Les pays riches seraient bien inspirés de nous aider à trouver des ressources nouvelles plutôt que de nous encourager à opter pour des solutions de facilité ponctuelles et non durables. »

« Pour que notre démocratie génère de la bonne gouvernance et du développement, il était nécessaire que des conditions contraignantes relatives à la qualité des élus soient posées. D'où l'introduction de règles nouvelles visant à favoriser l'émergence de regroupements politiques forts… »

« Tout le monde ne peut pas profiter de la croissance le même jour et au même moment, mais le rôle d'une bonne gouvernance est de faire en sorte que la dynamique globale, les règles de fonctionnement et l'environnement économique soient de nature à favoriser le potentiel de chacun. »

« C'est par le panafricanisme que le continent trouvera définitivement la voie de son émergence, de sa prospérité et de sa sécurité. Pas dans les luttes intestines. Une coopération plus étroite entre nos pays est le seul moyen d'assurer leur sécurité. Une plus grande intégration à l'échelle du continent est la seule manière d'assurer notre prospérité collective. »

« La recette du développement tient en trois mots : volonté, sérieux, labeur »

©DR

Kanayo Awani

Une banquière en mission

La Nigériane Kanayo Awani n'était pas destinée à faire carrière dans la banque et la finance. Pourtant, elle est devenue une référence dans le secteur sur le continent africain.

Par Vanessa ITGNIA

Lorsqu'elle évoque son parcours professionnel, Kanayo Awani est partagée entre un sentiment d'amusement et une grande fierté. En effet, elle n'est pas mécontente de son long cheminement professionnel, mais elle ne manque pas de relever avec le sourire que tout cela aurait pu ne pas arriver. En effet, *«j'ai étudié la gestion immobilière à l'Université d'Enugu. C'était plus par défaut que par conviction et en partie pour satisfaire mon père qui voulait à tout prix que j'étudie une filière professionnelle. Au départ, il voulait que j'étudie la médecine»*, confie Kanayo Awani. À la sortie de l'université, son diplôme en poche, elle se lance dans la quête d'un emploi pour s'autonomiser et soulager ses parents. Elle va décrocher un job dans une structure financière à Kaduna, dans le nord du Nigéria, dans l'institution qui s'est transformée en l'actuelle Banque de l'agriculture. Elle était alors loin d'imaginer qu'elle avait trouvé sa voie. Elle ne va plus quitter la finance et la banque.

Toujours est-il que sa soif de connaissances va l'amener à acquérir de nouvelles compétences. Diplômée en administration publique (spécialisation: Commerce international et finance) de l'Université de Harvard (Kennedy School of Government), elle est également titulaire de la bourse Edward S. Mason en politiques publiques et gestion à Harvard.

Réputée grande bosseuse, Kanayo Awani va grimper une à une les marches qui vont la conduire aujourd'hui au poste de vice-présidente exécutive d'Afreximbank, l'une des principales structures financières du continent. En cette qualité, elle a été chargée de la promotion du commerce intra-africain, en particulier la Zone de libre-échange africaine (ZLECAF). Cette mission est le couronnement d'une carrière au cours de laquelle, la Nigériane a dû s'affirmer par son professionnalisme unanimement reconnu partout où elle est passée, et par un acharnement au travail, héritage de son éducation familiale. *« Mon père était un buteur et a encouragé une attitude positive en moi et a surtout souligné qu'en tant que femme, j'avais une voix et je devais l'utiliser. Ma mère était empathique et m'a beaucoup appris sur le partage et l'attention aux autres, ainsi que sur l'intériorité. Ce que j'ai trouvé important pour établir des relations et influencer les gens »*, rappelle la banquière.

> **Je pense que nous avons atteint un point où il y a une prise de conscience collective que les choses doivent changer et de plus en plus de pays disent que ça suffit. La ratification relativement rapide de l'accord sur la Zone de libre-échange continental africain en est la preuve. Il est clair que l'Afrique doit commercer davantage à l'intérieur de ses frontières comme un impératif pour s'industrialiser.**

Aujourd'hui, au sein d'Afreximbank où elle officie depuis 2009 à différents postes, Kanayo Awani est pleinement investie pour le financement du développement sur le continent. Oratrice de marque de la dernière édition du Rebranding Africa Forum de Bruxelles, elle a été dans la foulée désignée *«Femme de l'année»* lors de l'Africa Financial Industry Summit de Lomé. La dame de fer a notamment contribué à faire de son groupe aux côtés de l'inépuisable Benedict Oramah, l'un des acteurs majeurs du projet de la Zone de libre-échange continentale. En interne, elle a été promue en juillet 2022, vice-présidente en charge de l'Intra-African Trade Bank (Inat). C'est la première femme à accéder à ce niveau de responsabilité au sein de l'institution panafricaine. Pour le patron de la Banque africaine d'import-export, Benedict Oramah, *« la nomination de Kanayo Awani reconnaît le rôle central qu'elle a joué dans la promotion du commerce intra-africain au cours des dernières années.»* Sous sa direction, la banque a augmenté de façon significative sa contribution dans le commerce intra-africain, mettant plus de 20 milliards de dollars de financement à la disposition des opérateurs économiques. Elle a par ailleurs été la figure de proue de la création de la Foire commerciale intra-africaine en 2018. Il s'agit d'un rendez-vous qui rassemble plus d'un millier d'exposants d'Afrique et d'ailleurs et qui génère plusieurs dizaines de milliards de dollars de revenus en termes de contrats signés. Kanayo Awani est une afro-optimiste et le revendique. *«Je pense que nous avons atteint un point où il y a une prise de conscience collective que les choses doivent changer et de plus en plus de pays disent que ça suffit. La ratification relativement rapide de l'accord sur la Zone de libre-échange continental africain en est la preuve. Il est clair que l'Afrique doit commercer davantage à l'intérieur de ses frontières, comme un impératif pour s'industrialiser »*, souligne-t-elle.■



© DR

Gabon

Le grand tournant

Les différents états-majors se mettent progressivement en ordre de bataille en prélude aux élections générales prévues en août prochain.

Par Suzanne CHEVALIER



© DR

La fièvre monte au Gabon à moins de huit mois des élections générales que le pays s'apprête à organiser en août prochain. Aussi bien au sein du pouvoir, de l'opposition, de la société civile que de l'administration, un branle-bas est perceptible. Le Parti démocratique gabonais (PDG) fourbit ses armes. Véritable machine de guerre, la formation politique au pouvoir a invité son président, Ali Bongo Ondimba, à se représenter à sa succession lors de son 12e congrès tenu les 23 et 24 décembre 2022 à Libreville et continue de débaucher dans les rangs de l'opposition. *« J'ai parfaitement entendu vos appels concernant l'élection présidentielle. Ces appels, je les prends comme un témoignage de confiance, d'estime, mais surtout d'amour. Et comme je suis au service du Gabon, je le redis, vos appels ne sont pas tombés dans l'oreille d'un sourd »*, a réagi celui que ses militants et sympathisants appellent *« affectueusement »* le *« Distingué camarade »*. Même si ce dernier se veut énigmatique dans sa réponse, difficile de penser qu'il pourrait *« décevoir »* ses soutiens. En dépit des séquelles laissées par un accident vasculaire cérébral (AVC) survenu en octobre 2018, Ali Bongo Ondimba n'a jamais donné des signes d'une quelconque lassitude. Le président gabonais a même tout fait pour rassurer ses compatriotes sur sa capacité à assumer sa charge. D'ailleurs, la tournée nationale entreprise depuis quelques mois à travers certaines des neuf provinces du pays et sa forte présence sur la scène internationale où il ne manque aucun grand rendez-vous, sont autant d'indicateurs qu'Ali Bongo Ondimba n'est pas prêt à passer la main.





© DR

Paul Marie Gondjout et la présidente de l'Union nationale, Paulette Missambo sont divisés sur une candidature unique de l'opposition lors de la présidentielle.

Par ailleurs, dans la perspective des échéances électorales à venir, le président gabonais a procédé le 9 janvier à un léger réaménagement de son équipe. Ali Bongo Ondimba a ainsi promu Rose Christiane Ossouka Raponda, jusque-là Premier ministre, chef du gouvernement, au poste de vice-présidente de la République. Alors qu'Alain-Claude Bilie-By-Nze, précédemment vice-Premier ministre en charge de l'Energie et des Ressources hydrauliques et porte-parole du gouvernement, est le nouveau Premier ministre, chef du gouvernement.

L'opposition et ses fortunes diverses

Toujours est-il que pendant qu'Ali Bongo Ondimba maintient un faux suspense sur sa candidature pour la prochaine présidentielle, en face, l'idée d'une candidature unique de l'opposition tarde à se matérialiser. Néanmoins, le 3 janvier dernier une coalition de 42 partis politiques de l'opposition et d'organisations de la société civile a vu le jour. Dénommé *« Plateforme Alternance en 2023 »*, ce regroupement chapeauté par Paulette Missambo, présidente de l'Union nationale (UN), ambitionne de trouver un candidat unique devant affronter Ali Bongo Ondimba. Mais le projet semble hypothétique. En effet, Paul-Marie Gondjout et plusieurs militants de cette formation politique qui ont claqué la porte en juillet 2022 pour mettre sur pied l'Union nationale initiale (UNI) ne comptent pas suivre leurs anciens camarades et leurs alliés. La guerre de leadership qui s'annonce laissent perplexes les observateurs. Contrairement à 2016 où une sorte d'union sacrée s'était constituée autour de Jean Ping au sein de la Coalition pour la nouvelle République (CNR), aucune personnalité de l'opposition ne semble faire l'unanimité. Davantage, l'ancien candidat de l'opposition qui n'a toujours pas reconnu la réélection d'Ali Bongo Ondimba de 2016, est au bord de la résignation. Lors de ses vœux aux Gabonais le 31 décembre 2022, il semble avoir capitulé. *« La tradition de la violence postélectorale propre à ce régime au pouvoir depuis plus de 50 ans, a atteint un point de non-retour. Nous partageons la conviction profonde que définitivement, face à ce régime, point d'élection qui vaille. La peine ne vaut pas de parler d'élection »*, a souligné Jean Ping. Fragilisé par ses ennuis judiciaires, notamment sa condamnation en décembre dernier par la Cour d'appel de Franceville à trois mois de prison avec sursis et à une amende de 200 millions de F pour détention illégale des marchandises prohibées, Guy Nzouba Ndama est logiquement hors-jeu. L'ancien président de l'Assemblée nationale et président du parti Les Démocrates avait été interpellé le 17 septembre 2022 alors qu'il revenait du Congo avec à bord de son véhicule des valises contenant la somme de 1 milliard 190 millions de F. L'opposant a tenté en vain de convaincre la justice gabonaise en arguant que cet argent provenait de la vente d'un terrain qu'il possédait sur le front de mer à Pointe noire. Le porte-parole du PDG parle d'une *« plateforme de plus » de l'opposition gabonaise. De l'avis d'Ella Mintsa, les opposants sont « incapables de s'entendre, n'ont pas d'idéologie commune, pas de filiation entre jeunes et anciens »*.

> **Ali Bongo Ondimba maintient un faux suspense sur sa candidature pour la prochaine présidentielle, en face, l'idée d'une candidature unique de l'opposition tarde à se matérialiser.**



© DR

Alexandre Barro Chambrier devrait être candidat face à Ali Bongo Ondimba.

Des questions qui fâchent

Suite à la saisine de la Cour constitutionnelle par le parti « Réagir » pour lui faire constater l'illégalité des membres du Centre gabonais des élections (CGE), la plus haute juridiction gabonaise a décidé le 5 janvier dernier de la dissolution de l'équipe de l'organe en charge de l'organisation des élections. *«Il est constaté la fin des pouvoirs du Bureau actuel du Centre gabonais des élections, suite au non renouvellement de celui-ci dans les délais impartis par la Cour Constitutionnelle »*, souligne la Cour. *« Le renouvellement du Bureau du Centre gabonais des élections doit intervenir dans les trente jours qui suivent la notification de la présente décision »*, poursuit-elle.

Même si pouvoir, pouvoir et opposition sont d'avis pour l'avènement d'une nouvelle carte d'identité biométrique, ils restent tout de même en désaccord sur un ensemble de questions. L'annonce en novembre dernier par le gouvernement du lancement de l'opération de révision des listes électorales a fait sortir l'opposition de ses gongs. *« Nous découvrons un matin que les choses ont démarré. Ça ne doit pas se passer comme ça ! Ça cache quelque chose cette façon de faire. On a peur pour l'avenir ! Nous avons été écartés de ce qui se prépare, notre devoir est d'appeler l'attention de la communauté internationale sur ce qui se fait maintenant parce que nous ne devons pas être complices de ce qui pourra arriver demain»*, dénonce Théophile Makita Niembo, porte-parole de PG41, une plateforme regroupant 32 partis d'opposition. Le gouvernement qui dit n'avoir pas écarté l'opposition estime que l'opération a pour objet d'éviter au pays les tristes événements du passé. *«Personne au Gabon ne veut revivre de scrutins qui fassent l'objet encore une fois de grosses contestations, dans la rue et en-dehors. Il n'y a pas de rejet, il y a simplement que l'opposition doit réunir elle-même les conditions d'une discussion apaisée avec le gouvernement»*, souligne Alain-Claude Bilie-By-Nze.

> **Il est constaté la fin des pouvoirs du Bureau actuel du Centre gabonais des élections, suite au non renouvellement de celui-ci dans les délais impartis par la Cour Constitutionnelle.**

Dans l'optique d'élections apaisées, le gouvernement a ouvert le 22 décembre dernier une réflexion en vue de prévenir d'éventuelles violences post-électorales. Avec pour thème : *«Zéro casse en 2023»*, cette campagne a pour but, selon son initiateur Pascal Houangni Ambouroue, alors ministre de la Communication, de sensibiliser la population, notamment la jeunesse, contre les débordements afin d'éviter le scénario de 2016. *« Ces jeunes qui n'ont pas de travail, qui sont manipulés par des individus qui ont soif de pouvoir... Ces jeunes-là, il faut effectivement les édifier (...) Moi, en tant que Gabonais, ce que je voudrais, c'est de voir une élection apaisée»*, précise-t-il. Cette démarche a été depuis dénoncée par l'opposition qui y voit plutôt une *«posture hypocrite». «Nous savons tous que c'est le gouvernement qui est à l'origine des violences en période électorale. Parce que ce gouvernement refuse d'accepter le verdict réellement sorti des urnes lors de chaque présidentielle, ce qui inévitablement conduit à des protestations, à des violences, à des casses et même à des pertes en vies humaines »*, lance Etienne Francky Meba Ondo, porte-parole du parti *« Réagir »*.■

Alain-Claude Bilie-By-Nze

Monsieur Loyal

Poids lourd du système d'Ali Bongo Ondimba, le nouveau Premier ministre, chef du gouvernement gabonais jouit d'une parfaite connaissance des affaires de l'Etat.

Par Georges Auréole BAMBA

La loyauté récompensée pourrait-on dire au sujet d'Alain-Claude Bilie-By-Nze nommé le 9 janvier dernier à la tête du gouvernement gabonais. Le président Ali Bongo Ondimba a promu l'ancien vice-Premier ministre au poste de Premier ministre, en remplacement de Rose Christiane Ossouka Raponda, désormais vice-présidente de la République. Longtemps évoquée au regard de la proximité entre le chef de l'Etat gabonais et le nouveau promu, cette nomination n'est pas une surprise. Elle est le couronnement d'un engagement sans faille et assumé au service d'un système et celui qui l'incarne.

Alain-Claude Bilie-By-Nze transfuge du Rassemblement national des bûcherons (RNB) du Père Mba Abessole est un homme de conviction. Il a servi sous feu Omar Bongo Ondimba, lorsque celui-ci a fait alliance avec le RNB. A la mort de l'ancien président, il a pris sur lui contre vents et marées de soutenir son fils, Ali Bongo Ondimba. Cette décision lui a valu une exclusion de son parti. Mais il s'était déjà fait une religion. Il va ainsi intégrer en 2010, le Parti démocratique gabonais (PDG) pour se mettre pleinement au service d'Ali Bongo Ondimba. Et ce dernier lui maintient sa confiance depuis lors. En 2015, il a réintégré le gouvernement



© DR

en tant que porte-parole et ministre de la Communication (il avait été ministre délégué entre 2006-2007). Il est depuis de nombreuses années, l'un des piliers du parti au pouvoir et de l'appareil gouvernemental. Il a occupé plusieurs portefeuilles ministériels et non des moindres : Communication, Jeunesse et des Sports, Affaires étrangères, Culture et Arts, Economie numérique, Energie et Ressources hydrauliques. Il a surtout été à plusieurs reprises, le porte-parole du gouvernement.

Il est depuis de nombreuses années, l'un des piliers du parti au pouvoir et de l'appareil gouvernemental. Il a occupé plusieurs portefeuilles ministériels et non des moindres: Communication, Jeunesse et des Sports, Affaires étrangères, Culture et Arts, Economie numérique, Energie et Ressources hydrauliques.

Orateur hors-pair, doté d'un sens de la formule apprécié même par ses détracteurs, ce talentueux communicant a toujours affiché un soutien sans nuances au président gabonais. C'est lui qui est notamment monté au créneau en 2016, au moment des violences post-électorales pour défendre la réélection de son mentor sur les plateaux de radio et de télé. Dans ce rôle, il ne s'est pas fait que des amis. *«En 2016, j'avais été forcé d'adopter des positions très clivantes et j'ai voulu me dégager de cette image»* a reconnu Alain-Claude Bilie-By-Nze, une fois le calme revenu. Mais il avait fait le job.

Le fils de Makokou dans la province de l'Ogooué-Ivindo est un pilier du régime et un véritable touche-à-tout. C'est surtout un homme de devoir. Ainsi en octobre 2018, lorsque le chef de l'Etat a été victime d'un accident vasculaire cérébral (AVC) et que le régime a vacillé, il a fait partie de ceux qui l'ont maintenu à flots. Pendant sa période de convalescence, Ali Bongo Ondimba va en faire son chef de la diplomatie. En somme, sa bouche et ses oreilles au sein des chancelleries internationales et des organisations multilatérales. Cette marque de confiance apparait comme une juste récompense de la compétence et surtout de la loyauté de cet homme de réseaux.

Alors que tous les regards sont déjà tournés vers les élections générales d'août 2023, la nomination d'Alain-Claude Bilie-By-Nze est perçue comme une nouvelle mission d'Ali Bongo Ondimba à un fidèle parmi les fidèles. Il lui reviendra de réconcilier ceux des Gabonais les plus acrimonieux avec leurs dirigeants dans l'optique de la présidentielle.

A 55 ans, le nouveau locataire de l'Immeuble du 2 décembre devra déployer toute son expertise de haut commis de l'Etat et son savoir-faire politique pour maintenir la cohésion nationale.

En choisissant de ramener à la maison, des anciens dignitaires du régime d'Omar Bongo Ondimba, à l'instar de René Ndemezo'o Obiang qui hérite du portefeuille de la Consommation et de la Lutte contre la vie chère, et Blaise Louembé au Développement industriel et des Petites et Moyennes industries, le nouveau Premier ministre en politicien avisé a fixé le cap : rassembler large. Avec un objectif clair : assurer une victoire éclatante d'Ali Bongo Ondimba en août prochain.■





DISCOVER VISIONARY BANKING WITH VISTA.

AUTHENTIC INNOVATION AND SERVICE THAT PUTS YOU FIRST.

Find out more today at – vistabankgroup.com

Vista Bank seeks to promote financial inclusion and contribute to Africa's socio-economic development.

VISTA BANK



Mali

Quel avenir pour la MINUSMA ?

Plusieurs partenaires à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali ont d'ores et déjà annoncé leur retrait prochain de cette force. Ces départs pourraient la fragiliser et mettre à mal la lutte contre le terrorisme dans ce vaste pays et voire dans l'ensemble du Sahel.

Par Claire MEZANG

Alors que de par sa résolution 2640 du 29 juin 2022 le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) a prorogé le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) jusqu'au 30 juin 2023, de nombreux partenaires ont annoncé leur départ de cette force. Il s'agit du Royaume-Uni, de l'Egypte, du Bénin, de la Côte d'Ivoire, de la Suède et de la France qui a déjà mis fin à sa mission Barkhane. A l'origine de ce désengagement progressif, plusieurs facteurs dus à des considérations d'ordre sociopolitique et à l'existence avérée ou non d'entraves opérationnelles. De part et d'autre, des accusations mutuelles sont venues mettre en exergue une crise profonde entre le Mali et la MINUSMA.

Dans leur jugement de l'action des forces onusiennes, les autorités de transition maliennes ont, à maintes reprises, dénoncé les bavures des casques bleus, et décrié ce qu'elles ont toujours considéré comme un manque de collaboration de la part des dirigeants de la MINUSMA. En clair, le gouvernement malien a toujours dénoncé le fait que le partenaire onusien n'agisse pas toujours dans le sens de garantir au Mali une paix durable à travers une lutte efficace contre les forces jihadistes. Davantage le pouvoir de Bamako a toujours soupçonné la Minusma d'être de connivence avec l'ennemi.

Un malaise profond et des récriminations mutuelles

A contrario, les partenaires du Mali dénoncent des lenteurs dans la mise en œuvre des résolutions de l'Accord de paix issu du processus d'Alger signé en 2015 devant garantir le retour à l'ordre constitutionnel. Bamako fait aussi l'objet d'accusations de violations des droits de l'Homme et du droit international humanitaire ainsi que son manque de collaboration dans la traduction devant la justice de certains membres des forces de défense et de sécurité maliennes soupçonnés d'exactions sur des communautés. Au plan opérationnel, le gouvernement malien est également mis au banc des accusés au sujet des agressions et attaques ayant entraîné la mort de plusieurs forces onusiennes. De l'avis de certains Etats, ces disparitions de casques bleus auraient pu être évitées si Bamako avait privilégié une collaboration plus étroite avec ses partenaires. Les restrictions imposées par le Mali au déploiement des forces onusiennes sur le terrain contribuent à empoisonner les rapports entre les deux parties. A cet effet, un rapport du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, daté du 3 octobre 2022 mentionne 20 cas de restrictions aux mouvements terrestres de la MINUSMA et 22 cas de restrictions à ses mouvements aériens.

Au-delà de ces facteurs, certaines options d'ordre stratégique prises par le Mali pourraient également expliquer la brouille actuelle. La décision des autorités de transition maliennes de se faire épauler par le groupe paramilitaire russe Wagner dans la conduite de certaines opérations et activités en matière sécuritaire n'a pas été du goût de tout le monde. Certains ont ainsi mal apprécié le débarquement de ce contingent qualifié de « mercenaire ». Par ailleurs, la décision prise le 20 juillet 2022 par le gouvernement malien d'expulser Olivier Sal-



© DR



© DR

gado, porte-parole de la MINUSMA, après sa sortie au sujet de la détention à Bamako de 49 soldats ivoiriens considérés comme des mercenaires, est venue envenimer davantage les rapports entre le Mali et la force onusienne. Pour ne rien arranger, une enquête d'opinion publiée en mai 2022 au Mali par la Friedrich-Ebert-Stiftung a mis en exergue des statistiques révélant la mauvaise perception de l'action de la MINUSMA au sein de la population. Pour 72% de Maliens, la force onusienne ne protège pas les populations contre la violence des groupes armés. 43% de Maliens disent se protéger eux-mêmes. Tandis que pour 29%, le mandat de la MINUSMA n'est pas suffisamment connu et 28% pensent que la MINUSMA est complice des groupes armés.

Une situation fragile

Malgré les assurances et les mesures de riposte mises en place par les autorités de transition, la situation au Mali est loin de se stabiliser. La spirale de la violence se poursuit avec de nombreuses exactions perpétrées sur les civils. Entre attaques transfrontalières et violence intra et intercommunautaire, le Mali reste toujours plongé dans un cercle vicieux insoutenable. L'affaiblissement ou l'absence de l'administration dans certaines localités exacerbe des rivalités entre groupes d'autodéfense et milices dans le but de contrôler des parcelles du territoire national. En plus d'une situation sécuritaire qui ne cesse de se dégrader, le Mali reste également confronté à une pauvreté ambiante, une conjoncture économique difficile amplifiée par des sanctions internationales et des changements climatiques draconiens.

Pour Christian Pout, ministre plénipotentiaire, président du Think Tank CEIDES, directeur du séminaire de géopolitique africaine, Catholic Institute of Paris, nonobstant, les récriminations formulées contre la MINUSMA, la présence de celle-ci a contribué à préserver le pays de certaines vulnérabilités. « Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la présence de plusieurs contingents venus d'horizons différents aidait pour le moral des troupes nationales et contribuait à faire passer un message aux groupes extrémistes actifs dans la région. En plus du fait qu'il s'agissait d'une preuve manifeste de solidarité internationale, la présence de ces contingents permettait d'intensifier qualitativement les mesures de riposte du Mali et de l'ONU contre la menace terroriste au Mali et dans le Sahel en général », souligne-t-il. Selon l'expert, au plan stratégique et opérationnel, la contribution des Etats désormais désengagés était grandement appréciée et avait permis d'avancer dans le processus de stabilisation. De même, le processus de redéploiement de l'Etat malien qui se faisait avec la MINUSMA risque désormais de connaitre un ralentissement à cause de l'absence d'un soutien technique et logistique. Au Nord du Mali, par exemple, le soutien aérien de certains Etats comme la France a longtemps facilité les opérations. « Il ne fait pas de doute que le désengagement de plusieurs Etats de la MINUSMA aura des répercussions considérables, même si de nouveaux Etats venaient à être impliqués. A côté de l'expertise technique et stratégique, et aussi, de l'allocation d'importantes ressources matérielles, logistiques et financières, il y'a le volet social et humanitaire dans lesquels certains des Etats sous le départ se distinguaient», prévient-il.

> **« L'affaiblissement ou l'absence de l'administration dans certaines localités exacerbe des rivalités entre groupes d'autodéfense et milices dans le but de contrôler des parcelles du territoire national.**

Le nécessaire réajustement opérationnel

Dans ce contexte de désengagement progressif des partenaires étrangers et de tension permanente, le Mali a intérêt à se réajuster. « Il faudra dans ce contexte réajuster les modalités de coopération entre les acteurs intervenants aux côtés du Mali, si on veut maximiser les chances d'éradiquer le terrorisme dans ce pays et partant au Sahel. La victoire du Mali sur le terrorisme passe assurément par une redynamisation de ses relations avec ses partenaires bilatéraux et multilatéraux, qui bien que disposant de compétences techniques adaptées et de moyens financiers, doivent montrer une volonté sans équivoque à accompagner le Mali dans sa quête de paix, de stabilité et de développement. Cela doit se faire dans le respect de la souveraineté et de la dignité du peuple malien, ainsi que, des usages de solidarité qui donnent un sens à une implication dans le concert des nations », souligne Christian Pout. Un réajustement qui, de l'avis de l'expert, passe nécessairement par des solutions convenables et inclusives aux causes profondes et immédiates du terrorisme qui sévit ainsi que par le renforcement de l'orientation stratégique et une redéfinition des axes prioritaires en adéquation avec les acquis obtenus, les besoins, les moyens disponibles et les objectifs à atteindre.

De passage en septembre 2022 à la tribune des Nations unies, le Premier ministre par intérim du Mali, Abdoulaye Maïga, qui, a reconnu les efforts de la MINUSMA aux côtés du Mali, a réitéré la détermination de son gouvernement « à faire face à toutes les menaces, d'où qu'elles viennent ». Non sans affirmer que les groupes terroristes avaient été « sérieusement affaiblis ». Indiquant au passage que le Mali s'est doté d'une stratégie globale et intégrée, avec comme objectif la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national. Alors que plusieurs pans du pays restent toujours aux mains des groupes armés et jihadistes.■

Nigeria

Dernière bataille pour Atiku Abubakar

A 76 ans l'ancien vice-président de la République va à la conquête du fauteuil présidentiel pour la sixième fois le 25 février prochain contre dix-sept autres concurrents dont l'ancien gouverneur de Lagos et candidat du All Progressives Congress au pouvoir, Bola Tinubu.

Par Vanessa ITGNIA

Le Nigeria retient son souffle à l'approche de l'élection présidentielle du 25 février 2023. Depuis le 28 septembre 2022, une campagne électorale à l'américaine tient en haleine les trente-six Etats de ce vaste pays d'Afrique. Dix-huit personnalités, et non des moindres, rivalisent d'adresse pour séduire les 96,3 millions d'électeurs inscrits sur les listes électorales. Chacun y va de sa stratégie et les grands moyens sont mobilisés par les protagonistes pour une meilleure visibilité. Panneaux géants, grosses affiches, banderoles à l'effigie des candidats au vent à travers les mégalopoles, plateformes numériques, passages des candidats ou de leurs représentants en prime time sur les plateaux des grandes chaînes de radio et de télé, dépliants, véhicules publicitaires tonitruants et meetings populaires sont mis à contribution pour vanter les programmes des uns et des autres. Mais, au-delà de ce ramdam, deux candidatures semblent sortir du lot et polariser toutes les attentions comme étant les principaux postulants à la succession de Muhammadu Buhari. De par leur aura, leur fortune et leur entregent, Atiku Abubakar et Bola Tinubu apparaissent comme les deux préposés d'un duel qui s'annonce épique.

Atiku Abubakar joue son va-tout

Désigné comme candidat du Parti démocratique populaire (PDP) à l'issue du congrès du 28 mai 2022, Atiku Abubakar briguera pour la sixième fois consécutive, son entrée à Aso Rock, le palais présidentiel d'Abuja. Ancien vice-président du Nigeria entre 1999 et 2007, il pense mordicus que l'heure a enfin sonné pour lui d'accéder au fauteuil présidentiel après cinq tentatives infructueuses. « Aujourd'hui, nous écrivons l'histoire, une histoire qui, nous le croyons, va apporter des changements fondamentaux », a-t-il déclaré lors de son investiture. Surfant sur ce qu'il considère de bilan catastrophique du président sortant, Muhammadu Buhari, il entend impulser un véritable changement au Nigeria. « Les Nigérians ont essayé plusieurs formules. L'APC est arrivé au pouvoir en 2015 en promettant de réels changements. Buhari avait notamment promis d'apporter la paix. Mais son bilan est un échec total sur tous les plans. Les Nigérians aspirent au changement, et je crois que je peux l'incarner », affirme-t-il. Ancien patron des douanes, Atiku Abubakar est l'une des grosses fortunes de la première économie du continent. Cette « machine à fric », comme le présentent certains de ses compatriotes, excelle dans le pétrole, l'hôtellerie, l'aviation et l'immobilier. Il a choisi comme colistier, Ifeanyi Arthur Okowa, gouverneur de l'Etat du Delta dans le Sud du pays, qui pourrait devenir vice-président de la République en cas de victoire.



Bola Tinubu : *« le faiseur de rois »* **en lumière...**

Face à Atiku Abubakar, l'on va retrouver comme principal rival : Bola Tinubu. Il passe pour être la tour de contrôle de Lagos, la capitale économique du Nigeria. Ancien gouverneur de cet Etat entre 1997-2007, Bola Tinubu revendique à cor et à cri le statut de *« faiseur de rois »*. Homme influent dans le pays, il ne s'est jamais caché d'avoir pesé dans l'élection et la réélection de Muhamadu Buhari en 2015 et 2019 et de son vice-président, Yemi Osinbajo, qu'il a d'ailleurs supplanté lors de la primaire du 7 juin 2022 ayant fait de lui le candidat du All Progressives Congress (APC). Après avoir manœuvré en faveur de la promotion de plu-



© DR

© DR

sieurs personnalités, le *« parrain de Lagos »* caresse à 71 ans, le rêve de devenir président du Nigeria. « Je n'ai vu écrit nulle part qu'un faiseur de rois ne pouvait pas être roi », a-t-il déclaré il y a un an à la presse. Avec comme colistier Kashim Shettima, gouverneur de l'État de Borno, au nord, Bola Tinubu est réputé être un homme des réseaux et bien introduit dans les milieux d'affaires. Il entend user de cet entregent pour accéder au pouvoir.

Opposition Nord – Sud en perspective

Au-delà de ce que la présidentielle du 23 février devra mettre aux prises deux personnalités influentes du Nigeria, elle cache mal une rivalité qui a toujours prévalu en pareille circonstance entre le Nord et le Sud du pays. Dans le but de maintenir la stabilité dans ce pays régulièrement secoué par des rivalités entre le Nord majoritairement musulman et le Sud chrétien, une règle tacite a instauré une sorte de ping-pong au sommet de l'Etat. Si pour beaucoup, après le nordiste Muhammadu Buhari, le pouvoir devrait revenir logiquement au sudiste Bola Tinubu, Atiku Abubakar, originaire de l'Etat de l'Adamawa dans le Nord, n'éprouve aucune crainte que ce facteur lui soit défavorable. *« Je ne le pense pas. La philosophie du président sortant et la mienne sont presque à l'opposée et c'est là-dessus que se jouera l'élection. Plutôt que de tenir compte de critères ethniques ou religieux, les Nigérians devraient nous juger sur nos convictions personnelles et sur la vision que nous avons de l'avenir du pays »*, tient-il à préciser. Chercheuse à l'Institut d'études et de sécurité (ISS) du Nigeria, Teniola Tayo pense que ce détail ne devrait pas peser sur le choix des électeurs d'autant plus que les deux protagonistes qui sont des vétérans du microcosme politique nigérian, ont des arguments valables à défendre. « La tradition voudrait qu'un candidat du Sud succède à Buhari. En choisissant Abubakar comme candidat, le PDP a pris un risque, mais les deux hommes jouissent d'une très forte influence dans le pays. Rien n'est donc joué. L'origine des candidats ne fera pas tout. Si Tinubu est très fort dans le Sud, il a d'importants soutiens dans le Nord. Et l'inverse est tout aussi vrai pour Abubakar », indique-t-elle.■

« Je ne le pense pas. La philosophie du président sortant et la mienne sont presque à l'opposée et c'est là-dessus que se jouera l'élection. Plutôt que de tenir compte de critères ethniques ou religieux, les Nigérians devraient nous juger sur nos convictions personnelles et sur la vision que nous avons de l'avenir du pays »

Bénin

Le Parlement retrouve des couleurs...

Après quatre années d'absence, l'opposition retrouve l'hémicycle au lendemain des élections législatives du 8 janvier dernier.

Par Georges Aureole BAMBA

Les résultats provisoires des élections législatives du 8 janvier dernier communiqués le 11 janvier par la Commission électorale nationale autonome (Cena) ont consacré la suprématie de l'Union progressiste pour le renouveau (UP-R) et du Bloc républicain (BR), alliés au président Patrice Talon. Sur les 109 sièges en jeu, les deux formations politiques de la majorité en ont raflé ensemble, 81. Soit 53 pour le premier et 28 pour le second. Les 28 sièges restants reviennent au parti Les Démocrates créé par l'ancien président, Thomas Boni Yayi. Pour autant, ces résultats n'ont pas fait l'unanimité et les appels au hold-up ont fleuri. En attendant le dénouement du contentieux électoral, sur les sept partis politiques ayant pris part à ce scrutin, seuls trois ont atteint la barre de 10% des suffrages leur permettant d'entrer au Parlement, conformément à la loi.

En tout état de cause, la dernière tendance marque le retour de l'opposition à l'Assemblée nationale, après avoir été empêchée de participer aux législatives de 2019 émaillées d'actes de violence. A la grande satisfaction de l'opinion publique, l'hémicycle de Porto-Novo, bien que manifestement déséquilibré, cesse donc d'être une Chambre monocolore



pour laisser place au pluralisme et au débat contradictoire. « La 9e législature s'amène dans la paix, avec un visage plus coloré et plus féminin. Selon les chiffres provisoires, nous en sommes à 28 femmes et puis nous aurons aussi des opposants contrairement à la 8e législature. Ça permet à chacun de nous de nous rendre compte de ce que nous avons repris le chemin de notre démocratie », se réjouit Christèle Médaho, activiste politique. « Une partie quand-même non négligeable de la masse critique des électeurs ont estimé qu'il faut aussi l'opposition au sein de l'hémicycle. Et c'est justement pour cette raison que les Démocrates, qui pour le moment semblent être le parti d'opposition le plus assis, le plus organisé, le plus véridique aux yeux des citoyens électeurs à réussir à passer ce cap-là avec succès », souligne l'analyste politique béninois Patrick Hinnou.

La 9e législature s'amène dans la paix, avec un visage plus coloré et plus féminin. Selon les chiffres provisoires, nous en sommes à 28 femmes et puis nous aurons aussi des opposants contrairement à la 8e législature. Ça permet à chacun de nous de nous rendre compte de ce que nous avons repris le chemin de notre démocratie.

Au-delà du retour de l'opposition, la présence remarquable dans la 9e législature béninoise suscite de l'espoir au sein de la classe politique. « J'espère, même si je n'y suis pas, que les femmes puissent réellement remplir ce rôle-là, qu'elles puissent s'affirmer et qu'elles puissent démontrer que les femmes peuvent faire quelque chose dans ce pays. Et donc c'est personnellement mon attente vis-à-vis des 28 femmes qui nous représentent aujourd'hui à l'Assemblée », a indiqué Yannick Diogo, candidat du parti d'opposition Forces Cauris pour un Bénin émergent (FCBE).

Après quatre années d'absence, l'opposition béninoise aura de nouveau son mot à dire dans le vote des lois et le contrôle de l'action de l'exécutif. Aux yeux de nombreux Béninois, tout se passait comme si députés et membres du gouvernement travaillaient en parfaite harmonie et en bonne intelligence. Le Parlement quant à lui avait fini par perdre toute crédibilité, donnant l'image d'une simple Chambre d'enregistrement pour le gouvernement dont les projets de loi passaient comme une lettre à la poste. Une situation préjudiciable à l'image de ce pays d'Afrique jadis cité comme modèle en matière de démocratie en Afrique.■



© DR

Cameroun

L'insondable Paul Biya

Alors que les supputations et conjectures fleurissent à son sujet, le président camerounais, en dépit de son âge avancé, ne laisse rien transparaître sur son «héritage» politique.

Par Suzanne CHEVALIER



Le 13 février 2023, le président camerounais, Paul Biya va fêter ses 90 ans dont 41 passés à la tête de son pays. Et depuis de longs mois, les cassandres lui prêtent l'intention de vouloir passer le relais à son fils aîné, Franck Emmanuel Biya. Pourtant des « héritiers », Paul Biya en a déjà eus. En effet, au gré de l'influence supposée ou avérée de certaines personnalités du système politico-administratif camerounais, plusieurs noms ont été avancés, sans qu'il n'y ait une once de vérité dans le tableau présenté. Et d'ailleurs ces successeurs potentiels ont connu des destins variés. Si certains font encore partie du sérail- en ayant perdu une part d'influence- d'autres sont tombés en disgrâce totale. Du reste, les observateurs de la scène politique camerounaise pensent que lorsque l'on veut vous « tuer » politiquement, le meilleur moyen pour y parvenir, c'est de faire de vous un successeur possible de Paul Biya. Cela est-il valable pour son fils biologique ? Mystère total. Une chose est certaine, c'est que l'homme qui a pris les rênes du Cameroun le 6 novembre 1982, tient encore bon pied bon œil le gouvernail du navire. Et contre vents et marrées, il maintient le cap qu'il s'est fixé.

Réélu en novembre 2018 pour 7 ans (il s'agissait de son cinquième mandat depuis 1992), Paul Biya devrait remettre son mandat en jeu en 2025. Un horizon certain, mais lointain, d'après ses propres termes. Néanmoins, au regard de l'âge du chef de l'Etat camerounais et de sa longévité au pouvoir, des scenarii de sa succession fleurissent depuis de nombreuses années. En 2025, il aura 92 ans. Envisage-t-il de se représenter? Le peu disert président camerounais, à la faveur de la visite de son homologue français Emmanuel Macron au Cameroun en juillet 2022, n'a donné aucun indice sur ce qu'il compte faire. Sur ce point, il a résumé sa pensée en quelques mots: le *« Cameroun est dirigé conformément à sa Constitution ». «Quand ce mandat arrivera à expiration, vous serez informés sur le point de savoir si je reste ou si je vais au village »*, a-t-il déclaré.

Le maître du temps…

Le président camerounais apparait comme le roi de l'esquive et du mystère. Il est également devenu au cours de ses plus de 40 ans passés au pouvoir, le maître du temps. De son temps. Celui qu'un de ses disciples – le ministre d'Etat Jacques Fame Ndongo, un idéologue du parti présidentiel-, nomme le *«Temps du président»*. Il ne cède à aucune pression et n'agit que lorsqu'il le juge nécessaire. Ni la conjoncture économique, ni les tensions politiques ou sociales, ni les dérives


© DR

prédatrices de certains pontes du régime ne le poussent à l'action. Le successeur d'Ahmadou Ahidjo aime prendre son temps. « *L'agitation n'est pas synonyme de vitalité* », a –t-il notamment assené, il y a quelques années dans un de ses discours. Toujours est-il que la pondération de Paul Biya sert de terreau à ses détracteurs qui l'accusent d'être le principal responsable de la situation économique et sociale délétère que traverse le pays. En effet, ces derniers temps, l'opinion publique nationale s'est émue pour la énième fois d'un dysfonctionnement dans la gestion de deniers publics, avec le scandale du chantier du Complexe sportif d'Olembe à Yaoundé. Ce chantier amorcé il y a six ans pour la Coupe d'Afrique des nations de football que le Cameroun a abrité en janvier-février 2022 a déjà coûté plus de 200 milliards de Francs CFA à l'Etat, et n'est toujours pas achevé. Alors que des parlementaires de l'opposition, ainsi qu'une bonne partie de l'opinion réclament que des têtes tombent pour justifier l'usage des fonds publics, le président camerounais s'est juste fendu d'une promesse selon laquelle «*tous ceux qui s'enrichissent illi-*

au regard de l'âge du chef de l'Etat camerounais et de sa longévité au pouvoir, des scenarii de sa succession fleurissent depuis de nombreuses années. En 2025, il aura 92 ans. Envisage-t-il de se représenter ?



citement en spoliant l'Etat, à quelque niveau que ce soit, vont rendre des comptes». Mais quand ? Quand le chef de l'Etat le jugera opportun. Certainement ! Néanmoins sur ce point, on peut le croire sur parole. La liste de ses anciens collaborateurs qui croupissent en prison est impressionnante.

Enigmatique et pragmatique…

Au sujet de son avenir personnel, le président Biya ne se laisse pas déchiffrer. Toute l'agitation observée dans le microcosme politique national le laisse de marbre. Hier comme aujourd'hui. Il reste le président de son parti, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC). A ce titre, d'après les statuts de ce parti, il en est le *« candidat naturel »* à l'élection présidentielle. A deux ans de l'échéance, le statu quo actuel est-il un indicateur de ce que va faire le président camerounais ? Rien n'est moins sûr. Alors que le nom de son fils Franck Emmanuel Biya revient de plus en plus comme successeur potentiel, le vieux dirigeant ne change rien à sa nature. Toujours aussi taiseux et énigmatique. L'on se souvient néanmoins qu'il y a plusieurs années, il avait déclaré à un média français que *« le Cameroun n'est pas une monarchie, mais une démocratie »*. A-t-il changé d'avis depuis le temps ? Seul l'avenir le dira. En attendant, certains critiques sont vents debout et brandissent le chiffon rouge. *«Non au gré à gré »*, claironne le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), le parti de l'opposant Maurice Kamto, candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2018. Pour le leader du Parti camerounais pour la réconciliation nationale (PCRN), Cabral Libii, *« quiconque veut succéder à Paul Biya doit s'apprêter à gagner une élection »*. Cela a l'avantage d'être clair. Mais pas assez pour perturber la quiétude de celui qui détient encore les clés du palais d'Etoudi à Yaoundé. Paul Biya a, en outre, su au cours de ses 40 ans de règne, prendre la vraie mesure de son environnement et veille à certains équilibres pour susciter le moins de remous possibles. C'est ainsi qu'autour de lui, se retrouvent quasiment toutes les composantes socio-politiques du pays. De la même façon, il veille à ce que tout son système de gouvernance s'adosse sur la loi, lui évitant de se mettre en porte-à-faux avec la Constitution. En somme, un homme difficile à prendre à défaut. Un homme difficile à cerner et à décoder.■

Il ne cède à aucune pression et n'agit que lorsqu'il le juge nécessaire. Ni la conjoncture économique, ni les tensions politiques ou sociales, ni les dérives prédatrices de certains pontes du régime ne le poussent à l'action.

NOTRE AFRIK

À EMPORTER PARTOUT AVEC VOUS

Restez **informés!** Restez **connectés!**



Votre **abonnement numérique**

L'actualité **africaine,** où et quand vous voulez

Download on the App Store

ANDROID APP ON Google play

Achetez et téléchargez votre magazine sur Apple Store et Google play

SAMORI MEDIA CONNECTION - (Avenue de la chasse n° 133 -135 1040 - Bruxelles)

www.notreafrik.com NotreAfrik @NotreAfrik



Afrique-Etats-Unis

Une relation en questions

Soucieux de contrer l'influence chinoise en Afrique, les Etats-Unis ont promis de consacrer 55 milliards de dollars au continent sur les trois prochaines années. Mais les dirigeants africains attendent plus de Washington, notamment en matière de financement d'infrastructures.

Par Georges Auréole BAMBA

Longtemps accusés de délaisser l'Afrique, les États-Unis ont déroulé le tapis rouge le 13 décembre dernier pour des dizaines de dirigeants africains lors du sommet États-Unis-Afrique. La relance de ce sommet, initié sous la présidence de Barack Obama en 2014 et délaissé sous l'administration Trump, s'inscrit dans une stratégie apparente de regagner en influence sur le continent face notamment à la concurrence chinoise. Et dans cette offensive de charme pour séduire la cinquantaine de dirigeants africains qui ont pris part à ce sommet, l'administration Biden a mis la main au portefeuille, promettant de consacrer « 55 milliards de dollars à l'Afrique sur trois ans



», selon la Maison Blanche. Pour le professeur Ousmane Sène, Directeur du West African Research Center (Warc), un centre de réflexion afro-américain basé à Dakar, la tenue même de ce sommet après les années Trump et la Covid-19 est un signal positif. *« Le passage de Trump à la Maison Blanche et ensuite la pandémie du Covid-19 ont freiné l'élan sur quelques années. Mais il est appréciable de constater que le dialogue Afrique-USA a repris avec des résultats substantiels qu'il faut souligner »*, analyse-t-il. Il cite notamment la volonté de l'Afrique de siéger au Conseil de Sécurité de l'Onu, une initiative soutenue par Washington, d'être présente au G-20 et de mettre sur la table les priorités du continent dont cinq ont été largement traitées par le Président en exercice de l'UA (Macky Sall) devant le Président Biden.

Mais plutôt qu'un nouveau « virage africain » de la diplomatie américaine, le professeur Ousmane Sène, estime que ce sommet est une reprise des relations *« normales »* entre les États-Unis et l'Afrique avec un ardent désir de voir l'Amérique plus présente sur le contient, surtout dans le secteur des investissements économiques et industriels. En effet, c'est dans ce domaine, où Pékin a su faire une énorme différence, que les États-Unis sont attendus. *« Nous avons besoin de choses plus concrètes, et les États-Unis, en tant que pays le plus puissant du monde, peuvent stimuler cela, s'il y a une volonté politique. Il faut qu'ils acceptent*

> **Le passage de Trump à la Maison Blanche et ensuite la pandémie du Covid-19 ont freiné l'élan sur quelques années. Mais il est appréciable de constater que le dialogue Afrique-USA a repris avec des résultats substantiels qu'il faut souligner.**



© DR

d'investir un peu plus sur le continent. Pas d'aide, mais des investissements. Nous ne demandons pas d'aumône. Ce que nous demandons, c'est de pouvoir accéder aux marchés, et qu'il n'y ait pas trop de tensions qui se traduisent par une hausse des prix du blé, des engrais, comme nous l'avons vécu cette année », avait plaidé Macky Sall dans une interview accordée au New York Times à la veille du sommet.

Et pour le professeur Ousmane Sène, les 55 milliards de dollars promis par Washington ne sont assurément pas suffisants pour contrer la percée chinoise. « Les initiatives de certaines organisations américaines comme l'Usaid sont certainement très appréciables, mais l'Afrique attend plus les Etats-Unis dans le secteur des investissements : complexes industriels, présence des technologies avancées américaines sur le contient, des initiatives économiques plus visibles et hardies », dit-il. À son avis, l'enjeu ne se situe peut-être pas au niveau de partenariats différents par nature, mais plutôt en terme de présence plus visible, même si l'on devrait envisager que les États-Unis acceptent de procéder au transfert des technologies pour doter l'Afrique des moyens de son émancipation technologique et économique. En outre, *« les États-Unis devraient être plus diligents au niveau des procédures pour que l'action suive immédiatement après les textes et leur signature »*.

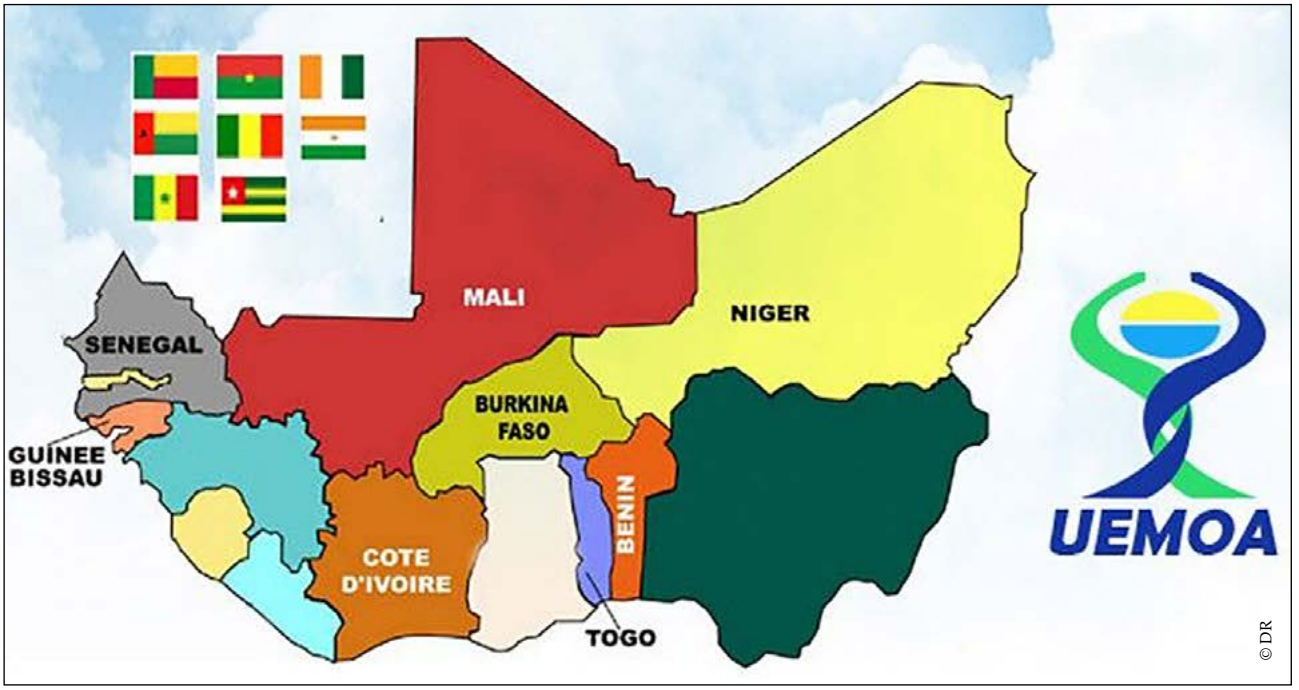
Le meilleur exemple qui illustre les barrières non tarifaires qui entravent le développement des relations commerciales entre les États-Unis et l'Afrique, c'est l'AGOA. Cette loi visant à offrir aux produits africains l'accès au marché américain est un peu handicapée par les procédures souvent très contraignantes. « C'est connu, les États-Unis ont, depuis longtemps, une politique très ferme en matière de protection de leur secteur agricole. Il faudrait assouplir davantage ces dispositions sans pour autant exposer ce secteur à des effets néfastes venant de l'extérieur comme les pestes », suggère Ousmane Sène. Mais, d'après l'universitaire, il faudra surtout que les États-Unis voient le nouveau visage du continent africain qui n'est plus le lieu privilégié des maladies, des coups d'État, de l'insécurité et de la famine. *« L'Afrique bouge et change avec une classe moyenne qui grandit de jour en jour et une population parmi les plus jeunes du monde. C'est un marché vivant, consommateur et de plus en plus solvable. Les investissements doivent donc suivre et les Etats-Unis sont les bienvenus »*, conclut le directeur du Warc.■

UEMOA

Les postes de la discorde

L'élection avortée du président béninois Patrice Talon à la tête de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), au profit de son homologue nigérien Mohamed Bazoum – vient rappeler les dissensions récurrentes sur l'attribution des postes au sein de ce regroupement.

Par Vanessa ITGNIA



La Conférence des chefs d'États de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a désigné, lors de sa 23ème session ordinaire tenue le 5 décembre à Abidjan (Côte d'Ivoire), le président du Niger, Mohamed Bazoum, pour prendre les rênes de cette institution. Le communiqué final précise que cette décision a été prise « à l'unanimité » alors que seuls trois chefs d'État étaient présents (l'Ivoirien Alassane Ouattara, le Sénégalais Macky Sall et le Bissau-guinéen Umaro Sissoco Embalo). Pressenti depuis plusieurs mois pour le poste, le président béninois, Patrice Talon, a été finalement écarté ou a jeté l'éponge, c'est selon. Les circonstances de ce revirement ne sont pas expliquées dans le communiqué final, mais d'après le porte-parole du gouvernement béninois, cité par des médias locaux, c'est Talon lui-même qui aurait renoncé au poste.

En effet, d'après notre confrère Jeune Afrique, le président béninois avait conditionné sa prise de fonction à l'attribution du poste de président du Conseil des ministres à son pays et donc, à son ministre de l'Économie et des Finances, Romuald Wadagni. Une demande jugée incompatible avec les textes de l'Union et donc, non réglementaire. *« Cette requête, apparemment, n'a pas encore reçu l'assentiment de ses pairs et le président de la République [Talon] a considéré que l'heure n'avait donc pas encore sonné pour cela »*, a expliqué Wilfried Léandre Houngbédji, porte-parole du gouvernement béninois, lors de sa conférence de presse du 9 décembre 2022, précisant que le Bénin ne voulait pas occuper des fonctions pour l'honneur. Au-delà de son caractère inédit, cette demande est conforme à la méthode de Patrice Talon habitué à gérer son pays comme une entreprise privée et donc plus soucieux d'efficacité que de diplomatie.

Du côté de Niamey, on insiste sur le fait qu'il y avait consensus sur le choix du Niger ; et d'ailleurs, nous confie une source bien informée, le président Talon a accepté de se ranger derrière cette décision. *« Comme le Bénin est*

entré dans une campagne électorale, il sera trop chargé pour s'occuper de certains dossiers. Mais il n'y avait pas eu de polémique, rien de ce genre », dit notre source, qui n'a pas souhaité s'épancher sur le sujet.

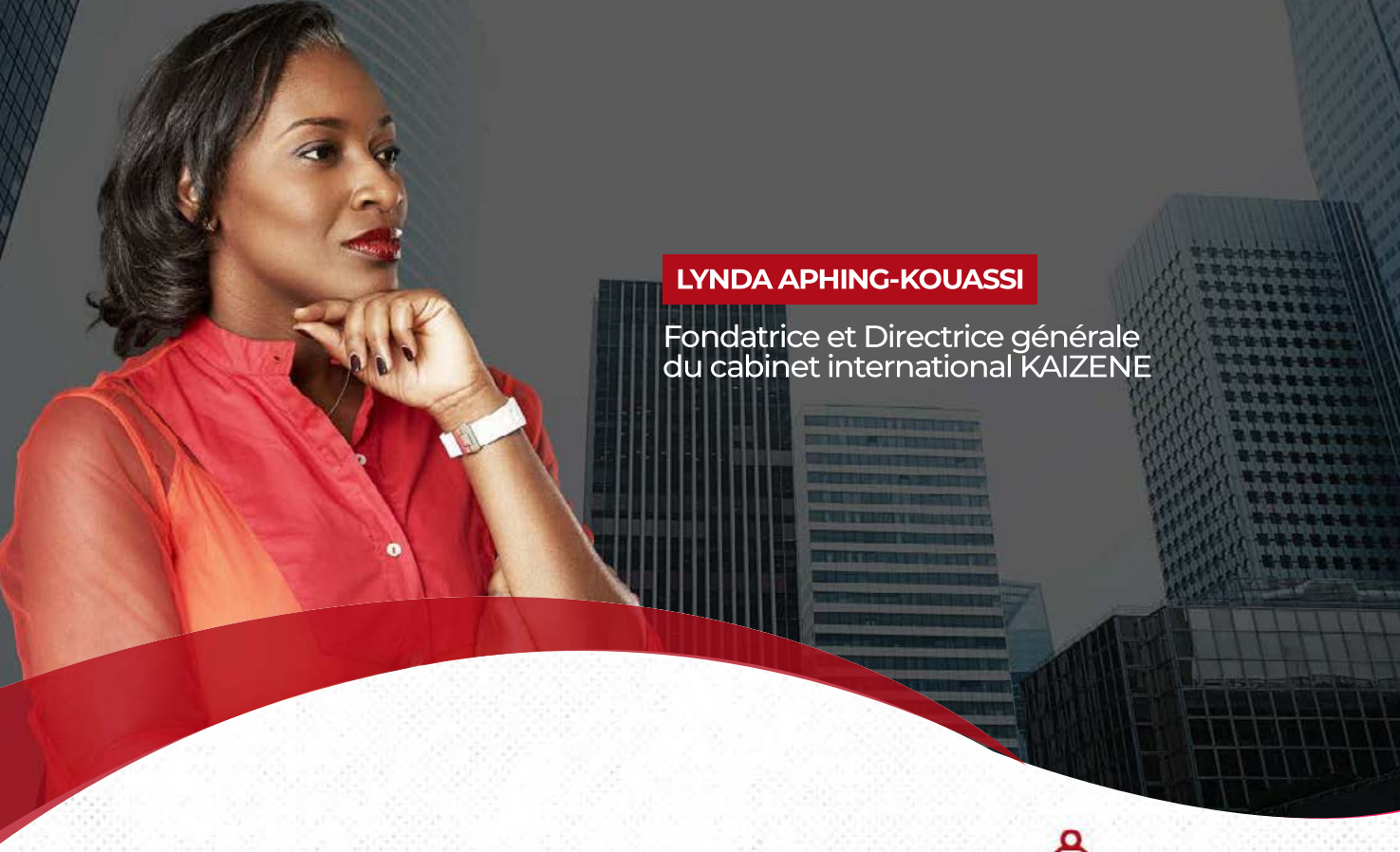
Un exemple d'intégration

Pour Adama Wade, directeur du magazine Financial Afrik, il y a eu beaucoup de spéculations sur ce dossier, mais il n'y pas eu réellement de divergences fortes, puisque l'UEMOA est une organisation qui fonctionne par consensus et non par vote dans ses deux instances de décision : la Conférence des Chefs d'État et la Commission. Ce qui se reflète finalement sur le choix de Bazoum, *« homme du consensus»* au détriment de Talon, *«homme aux positions tranchées»*. Ce n'est pas la première fois que l'UEMOA se déchire sur l'attribution des postes. On se souvient du bras de fer qui a opposé le Sénégal et le Niger en 2017 pour la présidence de la Commission. Finalement, un compromis avait abouti à l'élection du Nigérien Abdallah Boureima pour un seul mandat avant que le poste ne revienne de façon permanente au Sénégal avec l'élection, en avril 2021, du Sénégalais Abdoulaye Diop. L'ancien président sénégalais Abdoulaye Wade avait aussi eu des visées sur la Banque centrale des États de l'Afrique (BCEAO), dont le siège se trouve à Dakar, prônant une alternance au poste de Gouverneur. Mais il s'était heurté à l'intransigeance de la Côte d'Ivoire, première économie de l'Union, au nom de ce principe qu'on attribue à Laurent Gbagbo : *« Celui qui a l'argent garde la caisse ! »*. En effet, la Côte d'Ivoire détient 50% de la masse monétaire en circulation dans l'UEMOA et génère l'essentiel des réserves de change avec l'exportation du cacao, observe Adama Wade. En dépit de ces épisodes, ce dernier, qui connaît bien le fonctionnement des institutions de l'UEMOA, ne s'inquiète pas outre mesure pour la cohésion de l'Union. *« L'UEMOA est la plus belle réussite d'intégration en Afrique, parce qu'elle a mis l'économie et la monnaie avant la politique »*, conclut le journaliste. Il reste que la revendication de Talon – que la présidence de la Conférence des Chefs d'État et le Conseil des ministres soit assurés en même temps par un seul pays – aurait eu le mérite de réduire la chaîne de prise de décision. Une mission que le président béninois voulait confier à son super-ministre des Finances, Romulad Wadagni, cheville ouvrière des réformes au Bénin ces dernières années.■

« L'UEMOA est la plus belle réussite d'intégration en Afrique, parce qu'elle a mis l'économie et la monnaie avant la politique.



© DR



LYNDA APHING-KOUASSI

Fondatrice et Directrice générale
du cabinet international KAIZENE

Le cabinet KAIZENE a été fondé en 2015 à l'initiative de madame LYNDA APHING-KOUASSI. Notre cabinet a pour leitmotiv l'excellence et se veut être un catalyseur de performances au service des entreprises. Spécialisé dans le renforcement de capacités, l'accompagnement des TPE/PME, l'organisation de conférences institutionnelles et modération.

VISION

Faire éclore votre potentiel et simplifier vos activités à travers l'agilité et la qualité de nos services pour une optimisation de vos rendements et une croissance inclusive et durable.

MISSION

Assurer le plein succès des personnes et des entreprises par le renforcement de capacités,l'accompagnement et bâtir une élite africaine audacieuse à la conquête de l'excellence.

VALEURS

EXCELLENCE, AMBITION, INNOVATION
EFFICACITÉ, IDENTITÉ, ENGAGEMENT.

NOS DIFFERENTS SERVICES

RENFORCEMENT DE CAPACITÉS

ACCOMPAGNEMENT TPE/PME

ORGANISATION DE CONFERENCES INSTITUTIONNELLES ET MODERATION

IMMEUBLE CONTINENTAL RE, 5ÈME ÉTAGE
ANGLE RUE PIERRE ET MARIE CURIE ET RUE CALMETTE ABIDJAN MARCORY - ZONE 4

+225 07 89 86 35 13
CONTACT@KAIZENE.ORG

https://www.kaizene.org/

KAIZENE



RAF 2023

L'inclusion financière au menu

La neuvième édition du Rebranding Africa Forum (RAF) va tabler sur le thème : les systèmes financiers africains en mutation, concilier authenticité et modernité: les chemins de l'inclusion financière.

Par Simon Pierre ETOUNDI

Dans l'air du temps. Fidèle à sa tradition, le Rebranding Africa Forum est sensible à tout ce qui peut nourrir la réflexion et susciter l'action pour permettre au continent africain de donner la pleine mesure de son potentiel. La neuvième édition du RAF qui est prévue à Bruxelles du 20 au 21 octobre 2023 va ainsi se pencher sur ce qui constitue une des tendances fortes sur le continent africain en particulier et dans le monde en général : la révolution du système financier. « Les systèmes financiers africains en mutation, concilier authenticité et modernité : les chemins de l'inclusion financière. ». Tel est le thème principal du RAF 2023. Il s'agit d'un thème d'une actualité qui se passe de commentaires tant, le continent africain jusqu'alors à la traine dans le secteur financier, a su développer des procédés ingénieux pour combler le gap d'avec le reste du monde.

En effet, dans le sillage de la révolution numérique, le continent a fait un bond technologique qui lui permet désormais d'explorer tous les champs susceptibles de booster son développement. Les systèmes financiers sont ainsi un secteur essentiel dont a besoin le continent pour décoller. Pendant longtemps pourtant, la plus grande partie de la population africaine a été exclue des systèmes financiers (banques, marchés de valeurs mobilières, assureurs etc.). Aujourd'hui, il est question de développer le mieux possible et de façon inclusive les systèmes financiers africains, afin de favoriser la mobilisation des ressources financières, stimuler l'intermédiation financière, permettre l'allocation des ressources rares, pour booster le développement de l'Afrique. C'est le fil conducteur que les organisateurs du RAF proposent à tous ceux qui s'intéressent à l'évolution du continent.

Au demeurant, il aurait été difficile de ne pas se laisser fasciner par le dynamisme des systèmes financiers africains qui sont désormais cités comme référence. L'Afrique est ainsi devenue un laboratoire pour les technologies financières (fintech). Il faut dire qu'autant, l'Afrique a fait un bond technologique en passant de la quasi absence de téléphonie fixe à la révolution du téléphone mobile, autant elle est en voie de combler le déficit d'institutions bancaires et leur absence en milieu rural. La banque mobile aux quatre coins du continent en est une des illustrations. En deux décennies, le faible taux de bancarisation décrié sur le continent y a trouvé une solution palliative dont se satisfont les populations.

Par ailleurs, depuis quelques années, le secteur des fintechs est en train d'exploser, avec de radieuses perspectives. En effet, les banques classiques n'arrivent pas à résoudre tous les problèmes des consommateurs. Selon la GSM Association- c'est une association internationale représentant les intérêts de plus de 750 opérateurs et constructeurs du secteur de la téléphonie mobile), les comptes de paiement mobile enregistrés en Afrique en 2021 dépassent largement le demi-milliard. Et l'Afrique subsaharienne représentait la plus grande proportion (43 %) des nouveaux comptes dans le monde en 2020. Sur un autre point, les levées de fonds réalisées par les start-up opérant dans le domaine des technologies financières en Afrique subsaharienne ont culminé à 1,56 milliard de dollars en 2021, soit une hausse de 894% par rapport à 2020, selon un récent rapport du



géant des services de paiement Mastercard. Le continent a donc assurément du potentiel dans le domaine de la fintech singulièrement l'Afrique subsaharienne.

Pour autant, il ne s'agit pas de reproduire les schémas du passé. Si l'objectif est clair : faire des systèmes financiers un des leviers principaux du développement économique du continent. Il importe d'avoir à l'esprit l'extension des services financiers autant que possible à l'ensemble des populations africaines. C'est entre autres choses, cette idée de la finance pour tous que les organisateurs du RAF entendent mettre en relief. Ils gardent toutefois à l'esprit que les Africains avaient déjà développé une certaine ingénierie financière propre, avec le système des tontines par exemple. Aujourd'hui, il n'est pas inconcevable de faire cohabiter le système africain avec les procédés plus classiques, afin de contribuer à un développement à la fois authentique, moderne et inclusif des systèmes financiers africains. C'est en tout cas, l'un des défis des participants au RAF 2023. Ils devront mettre en exergue le potentiel financier de l'Afrique et les immenses opportunités qu'offrent les mutations qui s'y déploient quotidiennement. En créant les conditions pour un développement optimal et durable des systèmes financiers africains, afin qu'ils servent de levier au développement économique du continent, il sera aussi question de parvenir à une inclusion financière harmonieuse. Comme de coutume au Rebranding Africa Forum, experts, universitaires, acteurs de la société civile, citoyens, investisseurs et décideurs politiques seront interpellés. Car, c'est ensemble que la bataille du développement du continent va se gagner.■

> **Aujourd'hui, il est question de développer le mieux possible et de façon inclusive les systèmes financiers africains, afin de favoriser la mobilisation des ressources financières, stimuler l'intermédiation financière, permettre l'allocation des ressources rares, pour booster le développement de l'Afrique.**



RAF 2022 : un bon cru

La 8è édition s'est déroulée les 20 et 21 octobre 2022 au siège du Parlement francophone belge à Bruxelles.

Le grand raout de l'Afrique positive, de l'Afrique qui innove, de l'Afrique qui s'affirme et affiche son potentiel, le Rebranding Africa Forum (RAF) a honoré son huitième rendez-vous les 20 et 21 octobre 2022 à Bruxelles. « Quelles stratégies d'attractivité pour les États africains ». Tel était le thème principal de la réflexion lancée afin d'effectuer une autocritique et évaluer le potentiel réel ou avéré du continent. De nombreux Africains et amis de l'Afrique ont répondu massivement à l'appel des organisateurs du RAF. Tout ce beau monde s'est ainsi donné rendez-vous au siège du Parlement francophone belge. C'est en ce haut lieu de démocratie belge que le RAF a démontré qu'il était devenu une véritablement institution, un rendez-vous incontournable.

La 8e édition du RAF a donné l'occasion aux participants de s'accorder sur la nécessité de changements structurels forts qui sont catalyseurs d'attractivité et pourvoyeurs d'opportunités pour le continent. Les participants ont insisté sur la nécessité de tirer profit du contexte de crise inhérent au conflit russo-ukrainien. En effet, ce conflit a généré des contraintes pour les pays africains. Et la thématique mise sur la table au RAF était une occasion idoine pour une prise de conscience visant à repenser des pans entiers des économies du continent, allant de la production des denrées alimentaires, aux ressources énergétiques, ou à l'utilisation des produits de haute technologie par exemple.

Il faut relever que les vents favorables qui soufflaient sur le continent, il y a quelques années et qui mettaient en relief ses progrès économiques ont été remis en cause. Aujourd'hui, le doute et l'incertitude se sont installés. D'où l'impératif d'une réflexion pertinente et d'actions à mener à courts et à moyens termes. En tout cas, « les États africains ont moins besoin d'un Plan Marshall, maintes fois évoqué et jamais appliqué, que de bâtir et d'appliquer méthodiquement des stratégies d'attractivité » selon Thierry Hot, président du Rebranding Africa Forum dans son discours d'ouverture de la 8e édition.

Les particiants au RAF 2022, ont échangé sur quatre sous-thèmes: « Le rôle de l'Etat et des agences de promotion des investissements dans les stratégies d'attractivités », « Secteur privé et stratégies d'attractivité », « Le capital humain et les éléments culturels de l'attractivité », « agences de notatation ou agences de punition? » Le fil conducteur portait sur la nécessité de prendre conscience pour la énième fois du potentiel du continent. Mais point pour discourir, mais pour préconiser des solutions concrètes. C'est dans ce sens que le rôle des décideurs publics qui sont les garants de la bonne marche des Etats a été notamment mis en avant.■

Au cœur du RAF 2022

Welcome Business Cocktail











Ce fut le véritable coup d'envoi de la 8è édition du RAF. Le Welcome Business Cocktail s'est tenu le jeudi 20 octobre 2202 à l'hôtel Le Châtelain au cœur de Bruxelles. L'occasion a ainsi été donné aux participants d'échanger en toute convivialité et décontraction. Le Welcome Business Cocktail a également donné le ton de ce qu'allait être le RAF 2022.Ainsi, lors de son allocution, Paule-Renée Etogo, Déléguée générale du RAF a insisté sur le fait que l'état d'esprit du RAF est d'être de la génération de ceux qui n'ont pas juste pointé du doigt les failles du système mais ceux qui insufflent le changement par l'action. Action ! Ce mot est revenu plusieurs fois dans la bouche de divers intervenants. Ce fut le cas de Martial Goeh-Akue, le Directeur général Vista Guinée qui a rappelé que Vista Bank est dans l'action. C'est une institution bancaire qui se focalise sur l'Afrique où elle finance des économies, finance des États, finance des infrastructures, innove, se digitalise, accompagne les hommes et les femmes''... Pour le Président national des Communes et Villes Unies du Cameroun, Augustin Tamba,-invité thématique- le RAF sert de baromètre pour évaluer les résultats des actions menées sur le terrain en sa qualité d'élu local en quête de partenariats. Le Welcome Business Cocktail lui a notamment servi de cadre d'échanges directs avec plusieurs participants. Et ce fut le cas pour bien d'autres acteurs présents à Bruxelles.■







C'est le Vendredi 21 octobre qu'a eu lieu la cérémonie solennelle officielle d'ouverture du RAF 2022. Ce fut l'occasion d'écouter les communications inaugurales des invités de marque de cette édition. Les participants ont pu les discours de Thierry Hot, président du RAF, Rudy Demotte, président du parlement de la communauté française de Belgique, Kanayo Awani, Executive Vice-Président de la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank), André Flahaut, Ministre d'Etat, Président honoraire de la Chambre des Représentants du Royaume de Belgique, Serge Ekue, Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) qui s'est fait représenter par Ibrahim Diouf, son conseiller spécial, Dr. Sidi Ould Tah, Directeur Général de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), représenté par Tshepelayi Kabata, un de ses conseillers, Wankele Mene, Secrétaire Général de







la Zone de libre-échange continentale (ZLECAF) et Hadja Lahbib, la ministre belge des Affaires étrangères. Ces différents intervenants ont rappelé la place de choix qu'avait pris le RAF dans la réflexion pour le développement du continent africain. Ils ont aussi relevé la nécessité des Africains eux-mêmes de devenir les acteurs de l'essor du continent. Chacun à son niveau de compétence a mis en relief, le chemin parcouru jusqu'ici et les efforts qui restent à fournir pour que le continent africain décolle de façon pérenne. ▪

Verbatim

Thierry Hot, Chairman du Rebranding Africa Forum.

« Un double mouvement fonde le Rebranding Africa Forum : une révolte, un refus, le rejet d'un certain narratif, très souvent à contre-courant des réalités africaines, d'une part ; et le fervent désir des fils, filles et amis du continent de forger et d'enraciner un narratif alternatif, sans fard, plus juste, sincère, robuste et crédible, d'autre part. Un narratif qui tient compte de la complexité de l'Afrique, de la diversité des trajectoires sociohistoriques et économiques des États, des sociétés et des peuples »

« Le Rebranding Africa Forum s'est positionné comme un lieu où s'exprime un récit de l'Afrique contemporaine, qui évite simultanément les pièges de l'afro-pessimisme et les chaussetrappes de l'afro-optimisme béat. Un lieu où les penseurs et les acteurs de l'Afrique se rencontrent pour appréhender les lignes de force du continent, afin de mieux en esquisser les lignes d'horizon. »

« Force est cependant de constater que la crise sécuritaire qui déstabilise une partie du Sahel est en passe de générer une nouvelle donne politico-idéologique qui ne laisse de surprendre. Les changements non constitutionnels de régime qui reviennent en force sur le continent et la déstructuration du tissu économique qui en résultent sont dévastateurs pour les pays concernés, et pour l'image de marque de toute l'Afrique »

« La nouvelle ruée vers l'Afrique et non dénuée d'arrière-pensées, le refus des solutions endogènes et la fragilisation des organisations sous-régionales ne sont-ils pas autant de renoncements aux modèles bâtis par les pères fondateurs du panafricanisme authentique ? Cette nouvelle ruée vers l'Afrique est-elle la conséquence de l'attractivité du continent ? Serait-elle plutôt le symbole d'une attractivité malsaine dont il faut se prémunir ? »

« La crise actuelle, découlant du conflit russo-ukrainien, a généré une contrainte sur les pays africains, mais également une prise de conscience qu'il faut repenser des pans entiers de nos économies, allant de la production des denrées alimentaires aux ressources énergétiques, en passant par les matériaux de construction ou autres produits de haute technologie »

« À l'instar de ce qui a pu être réalisé grâce à la crise de 2008 dans certains pays, la réponse à la crise actuelle passe par des changements structurels pourvoyeurs d'opportunités et catalyseurs d'attractivité. Les États africains ont moins besoin d'un Plan Marshall, maintes fois évoqué et jamais appliqué, que de bâtir et d'appliquer méthodiquement des stratégies d'attractivité »

« Ensemble nous pouvons tracer les sillons de l'Afrique des possibles sur le chemin des dynamiques de développement. Ce continent que nous avons tous à cœur, et qui nous invite à nous inscrire dans une vision généreuse portée sur l'alliage entre l'intelligence sociétale et démocratique au service des libertés, d'une part et l'intelligence économique au service du progrès des peuples, d'autre part »



Un verbatim du discours inaugural du RAF 2022.

Plénière

PANEL 1

Le rôle de l'Etat et des Agences de Promotion des Investissements dans les stratégies d'attractivité

Ce panel a été modéré par Léocadie Ebakissé, Fondatrice et CEO de Talents Awake. Le reste du panel était consititué d'António Henriques Da Silva, Président de l'Agence nationale pour la promotion des investissements de l'Angola (AIPEX), d'Anthony Nkinzo, Président de l'Agence nationale pour la promotion des investissements en RD Congo (ANAPI), de Thierry Badou, Directeur de l'Attraction des Investissements - Centre de Promotion des Investissements de Côte d'Ivoire (CEPICI) et de Pascal Peyrou, Secrétaire Général, Groupe Initiative Afrique.

Les panélistes ont échangé sur le réel impact des agences de promotion des investissements en Afrique. Quelles mesures incitatives offrent-elles ? Comment cela affecte-t-il les économies des pays d'accueil ? Il découle des différentes discussions, la nécessité de mettre en place des actions et des instruments de légitimité afin de redynamiser le rôle de ces agences. Mais de l'avis général, il apparaît que lorsque les Etats fixent des règles de fonctionnement clair, ces structures offrent une meilleure visibilité ainsi qu'une meilleure lisibilité aux économies des pays africains.





INTERVENANTS

António Henriques Da Silva, Président, Agence nationale pour la promotion des investissements de l'Angola (AIPEX)
Anthony Nkinzo, Président, Agence nationale pour la promotion des investissements en RD Congo (ANAPI)
Thierry Badou, Directeur de l'Attraction des Investissements - Centre de Promotion des Investissements de Côte d'Ivoire (CEPICI)
Pascal Peyrou, Secrétaire Général, Groupe Initiative Afrique.

PANEL 2

Secteur privé et stratégies d'attractivité

Autour de Guy Gweth, Président du Centre Africain de Veille et d'Intelligence Économique (CAVIE), Carole Maman, Chief Investment Officer, Bio Invest, Lynda Aphing-Kouassi, Directrice et fondatrice de Kaizene, Yassin Bayo, Directeur Général de Vista Bank Group et Harouna Kaboré, ancien ministre duCcommerce, de l'industrie et de l'artisanat du Burkina Faso, ont planché sur le thème « Secteur privé et stratégies d'attractivité ». Ces intervenants ont focalisé les échanges sur les actions à mettre en place pour faire des organisations patronales un moteur du dialogue public-privé afin de contribuer à l'accélération des réformes et à la prise en considération du secteur privé. Le développement de l'attractivité d'un pays est intimement lié à l'importance que le secteur privé peut y avoir selon les spécialistes. Les panélistes ont en outre mis en exergue l'importance de l'investissement dans la responsabilité sociétale des entreprises pour booster l'attractivité.

INTERVENANTS

Carole Maman, Chief Investment Officer, Bio Invest
Lynda Aphing-Kouassi, Founder and Director, Kaizene
Yassin Bayo, Directeur Général, Vista Bank Group
Harouna Kaboré, Ancien Ministre du commerce, de l'industrie et de l'artisanat Burkina Faso





PANEL 3

Capital humain et éléments culturels de l'attractivité

On peut retenir de ce panel modéré par Marie-Roger Biloa, fondatrice et PDG de MRB Productions que les facteurs humains et culturels affectent l'attractivité. Aussi l'amélioration du transfert de compétences doit-elle être une priorité sur le continent africain. Des personnalités suivantes : Bernardin Assiene, Directeur Division des Services de Contrôle Interne et Membre du Comité de Direction Stratégique à l'UNESCO, Didier Acouetey, Président & Fondateur du Groupe AfricSearch, Christian Ngongang Ouandji, Adjoint au Maire de la ville Marche-enFamenne (Belgique) - Président ONG Marchez Nord Sud, Bassek Ba Kobhio, Écrivain, cinéaste et producteur, Délégué Général du Festival Écrans Noirs ont partagé ont mis en exergue, l'importance du facteur humain pour rendre les économies africaines compétitives. Les éléments culturels, les expériences acquises au gré des voyages et des études contribuent de façon décisive à forger une vision ou une stratégie.





INTERVENANTS

Bernardin Assiene, Directeur de la Division des Services de Contrôle Interne et Membre du Comité de Direction Stratégique à l'UNESCO.
Didier Acouetey, Président & Fondateur du Groupe AfricSearch.
Christian Ngongang Ouandji, Adjoint au Maire de la ville Marche-en-Famenne (Belgique) - Président ONG Marchez Nord Sud.
Bassek Ba Kobhio, Écrivain, cinéaste et producteur, Délégué Général du Festival Écrans Noirs.

PANEL 4

Agences de notation ou de punition ?

Aristide Ouattara, Associé en Charge de l'Industrie Financière chez Deloitte Afrique Francophone, Me Jemal Taleb, Avocat associé au Cabinet Diamantis & Partners Roland Yago, Président du Conseil d'Administration d'Africa Global Ratings (AGR) / AGR | RATINGS ont constitué le trio de panélistes qui devaient répondre à la question cruciale : « Agences de notation ou de punition ? ». Le panel modéré par Simon Pierre Etoundi, Rédacteur en chef du Magazine Notre Afrik a eu la lourde tâche d'éclairer la lanterne des participants sur la perception qu'ont les Africains des agences de notation. Si la question se pose c'est parce qu'une épée de Damoclès semble peser sur les Etats chaque fois qu'une agence de notation doit se prononcer. D'une façon générale, s'il est établi que les agences de notation permettent de donner des indicateurs fiables sur la situation des pays, il y a lieu désormais d'une accélération de la notation des pays africains par une agence de notation africaine. Il faudrait y intégrer des spécificités locales et rendre disponibles les données.





INTERVENANTS

Aristide Ouattara, Associé en Charge de l'Industrie Financière chez Deloitte Afrique Francophone
Me Jemal Taleb, Avocat associé au Cabinet Diamantis & Partners
Roland Yago, Président du Conseil d'Administration d'Africa Global Ratings (AGR)

REBRANDING AFRICAFORUM

Le temps des Awards

A chaque édition du RAF, l'un des moments forts de la manifestation est la remise des Rebranding Africa Awards. Ces récompenses sont la reconnaissance par le Magazine Notre Afrik, partenaire du RAF des mérites et de l'action positive d'un Africain ou d'un ami de l'Afrique. Par leurs actions quotidiennes dans leurs domaines d'intervention respectifs, des personnalité connues ou moins connues tracent les sillons du développement et amènent les autres à changer leur regard sur l'Afrique. Et c'est à ce titre que le RAF leur rend hommage, en tant que symbole d'une Afrique plus dynamique et positive. Six prix ont été décernés en 2022



Empowering Women Rebranding Africa Award: Apolline Traoré

Ce prix est attribué à une femme dont le leadership au quotidien valorise la contribution de millions d'autres pour le développement du continent africain. En 2022, le jury a jété son dévolu sur Apolline Traoré, cinéaste et réalisatrice burkinabè. Elle met en relief depuis plusieurs années, à travers ses films tels que Frontières et Desrances, le combat des femmes au quotidien en faveur de l'émergence du continent africain.



Business leadership Rebranding Africa Award: Dr Sidi Ould Tah

Tout acteur dont la démarche, le positionnement et le leadership auront été marquants dans le monde des Affaires emporte les suffrages du jury. C'est ainsi le jury a choisi le Dr Sidi Ould Tah, de nationalité mauritanienne. En tant que Directeur général de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), il a contribué de façon significative au développement des pays africains. Sous son leadership en 2022, la BADEA a enregistré une augmentation inédite de 370% de son capital.



Development Champion Rebranding Africa Award : Abdoulaye Bio Tchane

Cette récompense va aux personnalités qui par leur vision et leur action exceptionnelle en faveur du développement sur le continent africain. C'est le cas de la contribution d'Abdoulaye Bio Tchané, ministre d'État chargé du Développement et de l'Action gouvernementale de la République du Bénin, primé pour la mise en œuvre du Plan national de développement « Bénin révélé » qui place désormais le Bénin dans la catégorie des pays à revenus intermédiaires. Economiste et financier de renom, Abdoulaye Bio Tchané a occupé par le passé les fonctions de Directeur du Département Afrique du Fonds Monétaire International (FMI). Il a également été Président de la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD).

REBRANDING AFRICA FORUM



Lifetime Achievement Rebranding Africa Award : André Flahaut

Pour saluer sa riche carrière politique, son attachement aux valeurs humanistes et son engagement inestimable pour le renforcement des relations entre la Belgique et le continent Africain, le jury a décidé de primer André Flahaut, Ministre d'Etat et Président honoraire de la Chambre des Représentants (Royaume de Belgique). Cet homme politique d'expérience a été Président du Parlement belge durant la 53e législature. Il a également été huit années durant comme ministre de la Défense du Royaume de Belgique. Il a notamment dynamisé la coopération militaire entre la Belgique et le continent africain.



Governance Leadership Rebranding Africa Award : Moustapha Niasse

Moustapha Niasse, Ancien Président de l'Assemblée Nationale de la République du Sénégal, Homme d'Etat, au riche parcours a été choisi par le jury du RAF. Moustapha Niasse a notamment été Directeur de cabinet des anciens présidents Léopold Sédar Senghor puis d'Abdou Diouf. Il a aussi été le chef de gouvernement des présidents Diouf et Wade. Cette distinction représente une marque de reconnaissance de son leadership exemplaire à la tête de l'Assemblée nationale de 2012 à 2022, de sa belle carrière politique et de sa contribution significative au renforcement de la démocratie de son pays.



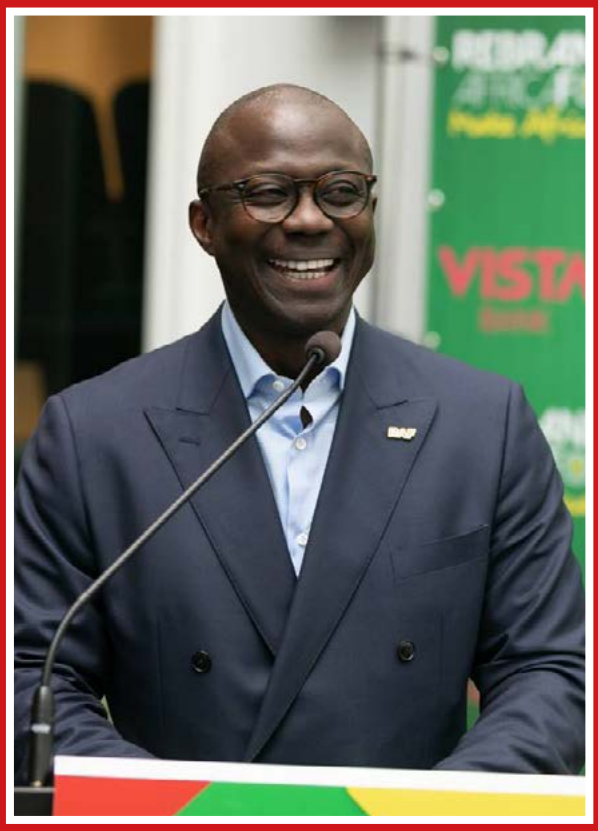
Media Leadership Rebranding Africa Award : Seidik Abba

Cet Award récompense une personnalité des médias s'étant illustré par son action en faveur du continent africain. Ainsi pour sa brillante carrière de journaliste et son inestimable contribution à la compréhension de la crise sécuritaire dans le Sahel et le bassin du lac Tchad, le jury a porté son choix sur Seidik Abba, journaliste et chercheur associé à l'Université Polytechnique Hauts-de-France. Seidik Abba de nationalité nigérienne a été rédacteur en chef central à l'hebdomadaire panafricain Jeune Afrique et Chef du Bureau parisien de l'Agence panafricaine d'information (PANAPRESS). Ancien Chroniqueur et reporter pour Le Monde Afrique (Groupe Le Monde)

REBRANDING AFRICAFORUM

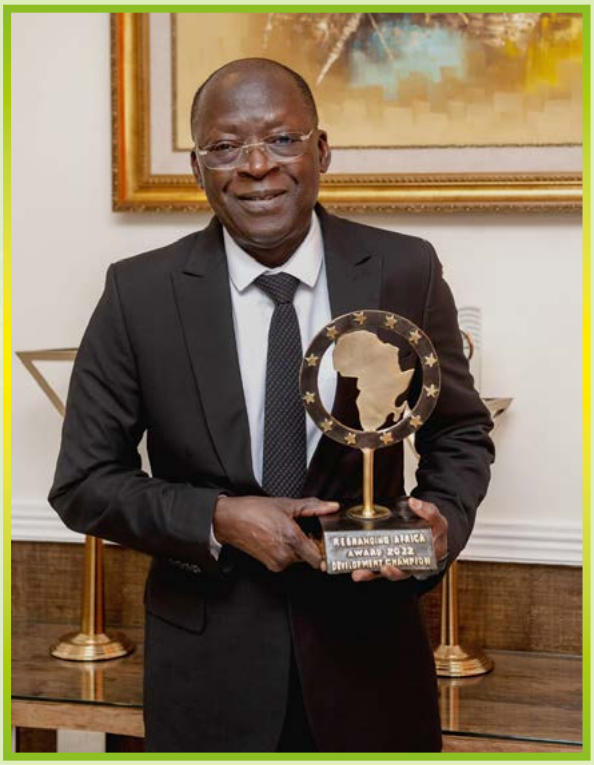
VISTA BANK PARTENAIRE DE CHOIX

Partenaire majeur du Rebranding Africa Forum, Vista Bank Group affiche l'ambition de constituer un groupe panafricain bancaire de classe internationale en vue de la promotion l'inclusion économique en Afrique. A l'occasion, du RAF 2022, les principaux dirigeants de Vista Bank Group ont pris une part active au forum. Lors du Welcome Cocktail, la banque africaine Vista a été présentée par Martial GoehAkue, le Directeur général de sa branche guinéenne, Vista Gui. Il a rappelé que Vista Bank c'est d'abord l'histoire d'une institution bancaire qui se focalise sur l'Afrique dont elle finance des économies, soutient financièrement des États et innove. Et lors de la cérémonie des Awards, dont Vista Bank a été le sponsor exclusif, Simon Tiemtoré, le PDG de Vista Bank Group a réaffirmé son attachement au continent et à son développement. C'est du reste une des raisons pour lesquelles, Vista Bank Group qui prône l'excellence et croit en l'Afrique se tient aux côtés des organisateurs du Rebranding Africa Forum. « Nous jouons notre partition pour le rebranding de notre Afrique. » a déclaré Simon Tiemtoré.▪












Boro Yameogo
Kobhio


Bayo

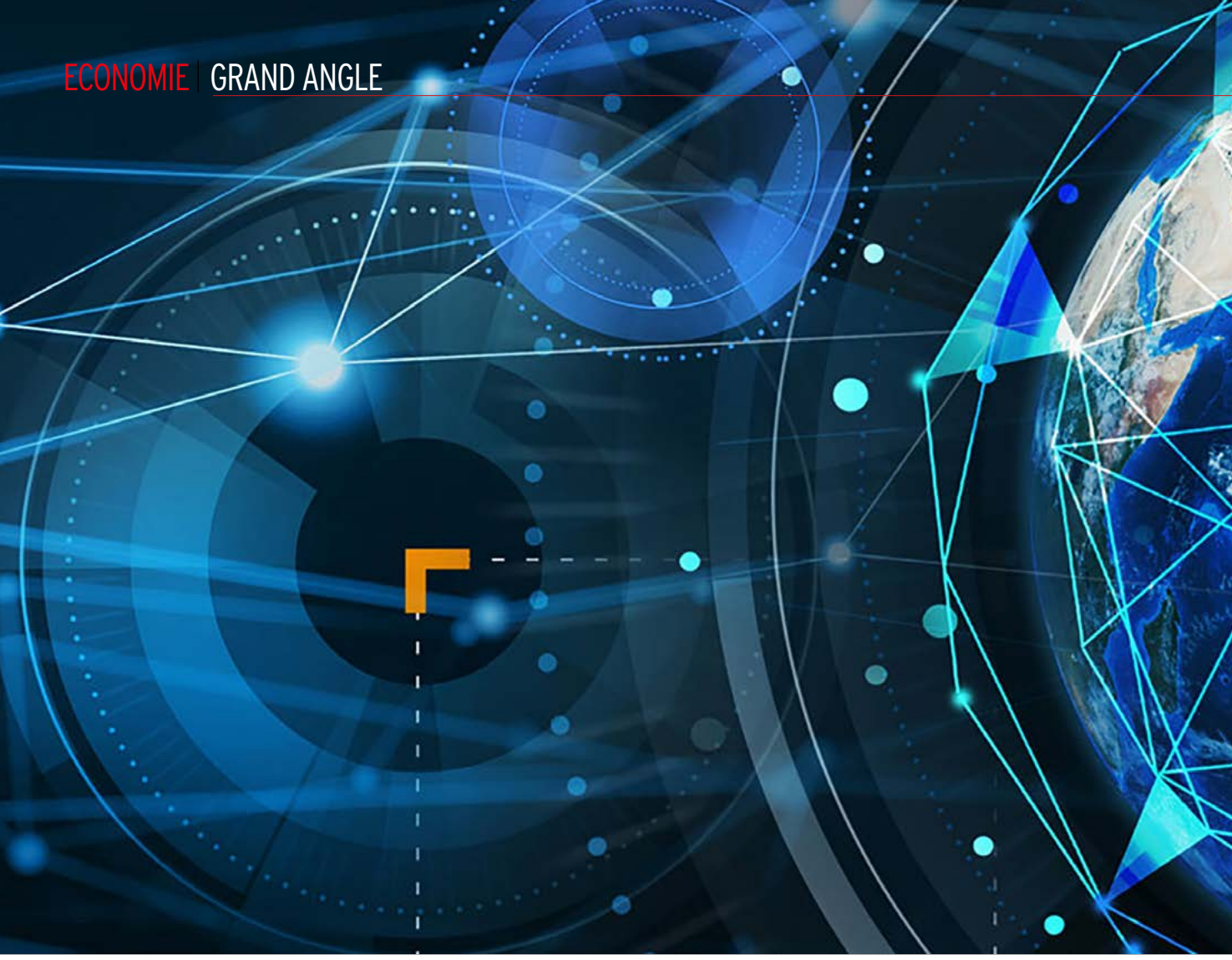



Kaboré
Harouna


Acouetey


Ouandji





Finances et banques

La révolution fintech...

La forte pénétration du téléphone mobile combinée à la faible bancarisation en Afrique offre un terrain propice au développement des fintech. Cependant, ces technologies financières ne sont pas sans risques. Souvent en retard, les banques centrales tentent d'encadrer cette révolution sans entraver l'innovation.

Par Louis Gilbert BISSEK

80 % des Africains sont connectés à un réseau de téléphonie mobile, quand 15 % seulement disposent d'un compte bancaire. Ainsi, ce sont plus de 400 millions d'Africains qui sont laissés en rade par le système bancaire classique. Au Sénégal sur 12 millions d'abonnés mobiles avec les trois opérateurs seulement 800 000 Sénégalais ont un compte bancaire, d'où le potentiel immense qui s'ouvre pour les fintech et les établissements émetteurs de monnaie électronique (EME). Sur ce nombre, 7 millions de personnes détiennent un compte Orange Money. Selon Cheikh Tidiane Sarr, directeur général de Orange Finances Mobiles Sénégal (Ofms), depuis le démarrage de ses activités, il y a 12 ans de cela, la fintech de la filiale Orange a contribué à faire gagner plus de 40 points sur le taux d'inclusion financière au Sénégal. Rien qu'en 2022, Orange Money, qui a obtenu son agrément EME en 2015, a enregistré plus de 2 millions de nouveaux clients. Plus récemment, en mai 2022, Wave Digital Finance, filiale du groupe Wave Mobile Money, l'autre acteur majeur du mobile


© DR

money au Sénégal, est devenu la première structure non-bancaire, non-opérateur de télécommunications et opérant dans plusieurs marchés de l'espace UEMOA, à se faire accorder la licence d'EME par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). La concurrence entre ces deux acteurs, qui dominent le marché sénégalais, a beaucoup contribué à faire baisser les coûts de transactions.

Dans son dernier rapport sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA, publié en novembre 2022, la BCEAO note que le taux de bancarisation strict est passé de 19,0% en 2020 à 21,8% en 2021. Le taux de bancarisation élargi est ressorti à 42,4% contre 39,6% en 2020, enregistrant ainsi une progression de 2,8 points de pourcentage. Ces évolutions sont liées, entre autres, à l'adoption, par les institutions financières, de stratégies digitales dans la fourniture des services financiers. Le taux global d'utilisation des services financiers s'est situé à 67,2% contre 63,7% un an auparavant. Dans la zone CEMAC, le nombre de comptes de paiement électronique a atteint 30,1 millions en 2020, contre 24,7 millions en 2019, soit une hausse de 21,8%, indique la Banque centrale des États de l'Afrique centrale (BEAC) dans son rapport 2021 sur les services de paiement par monnaie électronique. En valeur, les flux ont augmenté de 30,76% sur la même période, passant de 11 335 milliards de francs CFA en 2019, à 14 882 milliards en 2020.

Ces chiffres montrent à suffisance le dynamisme des fintech (entreprises qui utilisent des outils et moyens numériques et digitaux avec le téléphone pour offrir au public cible des services de paiement rapide ou de transfert d'argent) en

Dans son dernier rapport sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA, publié en novembre 2022, la BCEAO note que le taux de bancarisation strict est passé de 19,0% en 2020 à 21,8% en 2021. Le taux de bancarisation élargi est ressorti à 42,4% contre 39,6% en 2020, enregistrant ainsi une progression de 2,8 points de pourcentage.



Afrique. Profitant de la faible inclusion financière sur le continent, ces entreprises permettent à des millions de personnes de surmonter les difficultés quotidiennes liées à l'accès à l'électricité, la santé, l'éducation ou encore l'obtention de capitaux d'amorçage ou d'argent liquide. Leur essor favorise les petites ou micro transactions et les transferts directs et indirects brisant ainsi les barrières géographiques.

Selon Dr Mamadou Mbaye, spécialiste des fintech et des cryptomonnaies, enseignant à l'Université de Thiès (centre-ouest du Sénégal), les fintech changent notre rapport avec la monnaie. « Elles facilitent les transactions, rendent plus accessibles les produits financiers et contribuent à la dématérialisation du système monétaire. Elles offrent des possibilités d'optimisation de nos relations avec la monnaie au sens large et plus globalement avec le système bancaire ».

D'après l'universitaire, la fintech trouve en Afrique un certain nombre de variables favorables : une population jeune de plus en plus accro au smartphone, une urbanisation croissante, une amélioration continue de la pénétration de l'internet avec la fibre optique, un taux d'activité entrepreneuriale en hausse, une amélioration et une diversification des formations techniques, une vulgarisation de l'informatique et un appui de la diaspora qui augmente le pouvoir d'achat des autochtones et contribue au transfert de technologie en la matière. « Pour permettre le développement des fintech en Afrique, il faut définir un cadre réglementaire incitatif et un cadre juridique pour encadrer les entités non bancaires », recommande le spécialiste. Toutefois, ajoute-t-il, il faudra normer le secteur avec une surveillance accrue des agents et des transactions. D'autre part, il faudra faciliter l'accès au financement des start-up. « En un mot, il faut mettre en place un cadre juridique, institutionnel et réglementaire voire technique pour booster le secteur ».▪

> **« Pour permettre le développement des fintech en Afrique, il faut définir un cadre réglementaire incitatif et un cadre juridique pour encadrer les entités non bancaires »**



simba

0$ SOLDE MINIMUM

0$ FRAIS D'ENTRETIEN MENSUEL

0$ FRAIS DE TRANSFER



Développé par des immigrants pour des immigrants.



La nouvelle application bancaire mobile et de transfert d'argent.

Le défi de la régulation

En Afrique le cadre normatif de l'activité des fintech tarde encore à se mettre en place. Pourtant leur développement rapide nécessite des garde-fous.

Par Vanessa ITGNIA

Il y a deux risques majeurs liés aux fintech, à savoir la cybercriminalité et la non transparence concernant l'exploitation des données personnelles collectées. Dans un article publié sur le site du FMI, le 13 avril 2022, Antonio Garcia Pascual et Fabio Natalucci, respectivement chef-adjoint de la division analyse des marchés mondiaux, et directeur-adjoint du département des marchés monétaires et de capitaux, estiment qu'en plus du défi de la réglementation, le développement des fintech engendre des risques accrus. Selon ces deux spécialistes, les banques numériques, également désignées sous le nom de néobanques, sont plus exposées que leurs homologues traditionnelles aux risques que présentent les prêts à la consommation, qui sont généralement moins protégés contre les pertes car moins assortis de garanties. En effet, en plus de prendre davantage de risques dans leur portefeuille de titres et de risques de liquidité, les néobanques détiennent *« moins d'actifs liquides par rapport à leurs dépôts que les banques traditionnelles »*.

Pour accompagner et encadrer ces innovations financières dans l'UEMOA, la BCEAO a créé, depuis février 2020, un Comité fintech qui a pour mission de *« promouvoir un développement harmonieux des fintech afin de tirer parti des opportunités qu'elles présentent pour le développement de l'utilisation des instruments de paiement modernes et le renforcement de l'inclusion financière des populations, tout en préservant la stabilité du système financier de l'UEMOA »*. Par la suite, un Bureau de Connaissance et de Suivi des Fintech (BCSF) a été mis en place. Il est notamment chargé de recueillir et de traiter toute demande d'information ou d'entretien avec le Régulateur ainsi que tout sujet d'intérêt commun, en rapport avec

©DR



©DR

les innovations technologiques et la régulation du secteur financier.

Si l'industrie des fintech a montré sa capacité à répondre efficacement aux besoins des usagers, leur ampleur disruptive sur le système financier a surpris les régulateurs et les acteurs de la finance classique. *«Les fintech menacent d'obsolescence de nombreux métiers. Elles modifient profondément les pratiques des acteurs et ouvrent la porte à de nouveaux modes de fourniture et de consommation des services financiers. Ces nouveautés sont alignées sur les aspirations des populations, qui aspirent à des services financiers plus simples, plus efficaces, plus adaptés, plus accessibles et moins coûteux »*, soulignait l'ancien Gouverneur de la BCEAO, Tiémoko Meyliet Koné lors d'une conférence internationale organisée sur le sujet à Dakar. Face à cette mutation qui *«pourrait bouleverser l'équilibre du système financier»* et qui n'est pas exempt de risques (notamment la cybercriminalité, le blanchiment de capitaux ou encore la non transparence concernant l'exploitation des données personnelles collectées), les banques centrales du monde entier tentent de réagir pour *«maîtriser»* et *«encadrer»* la révolution. *«En tant que régulateurs, nous avons le devoir de veiller à ce que nos politiques et nos actions exploitent de façon optimale le potentiel des technologies financières, tout en préservant la confiance en la stabilité de notre système financier»*, expliquait M. Koné. De son côté, Dr Mamadou Mbaye propose de *« normer le secteur avec une surveillance accrue des agents et des transactions »*. Il faudra aussi, dit-il, faciliter l'accès au financement des startups, en mettant en place un cadre juridique, institutionnel et réglementaire voire technique pour booster le secteur. Réguler sans entraver l'innovation. Tel semble être le pari des banques centrales face aux fintech!■

« Les fintech menacent d'obsolescence de nombreux métiers. Elles modifient profondément les pratiques des acteurs et ouvrent la porte à de nouveaux modes de fourniture et de consommation des services financiers. Ces nouveautés sont alignées sur les aspirations des populations, qui aspirent à des services financiers plus simples, plus efficaces, plus adaptés, plus accessibles et moins coûteux »



Perspectives économiques

Le FMI optimiste pour la Cemac

Selon Bretton Woods, la croissance à moyen terme devrait augmenter progressivement à 3,5 %, principalement en raison d'une reprise plus dynamique du secteur hors pétrole.

Par Louis Gilbert BISSEK

Le Fonds monétaire international (FMI) est optimiste sur les perspectives économiques de la zone Cemac (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad) pour l'exercice 2023. C'est ce qui ressort du conseil d'administration de cette institution tenue le 20 décembre 20220 à Washington, aux États-Unis.

« Les perspectives pour 2023 sont globalement positives, tirées par les cours élevés du pétrole, la levée des mesures barrières liées à la COVID-19, l'hypothèse de la poursuite d'une gestion prudente du surcroît de recettes pétrolières, en ligne avec les objectifs dans le cadre des programmes appuyés par le FMI et des conseils du FMI en matière de politique économique plus généralement. L'inflation devrait ralentir pour atteindre 3,3 % en 2023 avant de revenir en dessous du critère de convergence de 3 % à partir de 2024, à mesure que la politique mo-



nétaire reste suffisamment resserrée en vue d'ancrer fermement les anticipations d'inflation et de soutenir la position extérieure », a indiqué le FMI.

Toujours selon cette institution, la croissance à moyen terme devrait augmenter progressivement à 3,5 %, principalement en raison d'une reprise plus dynamique du secteur hors pétrole, tandis que les réformes visant à améliorer la gouvernance, la transparence et l'environnement des affaires devraient commencer à porter leurs fruits. Aussi, les prix élevés du pétrole, s'ils se maintiennent, aideront à reconstituer les marges de manœuvre externes et budgétaires, et à réduire considérablement les niveaux de la dette d'ici 2024, à condition que les politiques budgétaires restent prudentes. La dette publique devrait diminuer pour atteindre près de 40 % du PIB d'ici 2026, contre environ 53 % du PIB en 2022.

Après une amélioration en 2022, souligne le Fonds, le solde du compte courant devrait baisser pour atteindre -1,2 % du PIB en 2023, mais environ -3 % du PIB à moyen terme. Les réserves extérieures brutes devraient représenter 4 ½ mois d'importations prospectives d'ici 2026, soit légèrement en dessous du seuil adéquat (5 mois) recommandé par les services du FMI pour une union monétaire riche en ressources naturelles, à condition que la gestion des liquidités soit plus active et que le rapatriement de devises étrangères, notamment par les gouvernements, les entreprises publiques et le secteur extractif, soit boosté.

Cependant, relève le FMI, ces perspectives restent sujettes à des facteurs de risques et à des incertitudes accrues, liés au péril élevé du surendettement, aux risques de tensions inflationnistes persistantes, à la perspective d'un durcissement continu des conditions financières mondiales et aux problèmes de sécurité régionale. De façon singulière, le recalibrage des positions budgétaires à court terme dans le souci d'amortir l'impact social des chocs extérieurs pourrait ralentir la dynamique positive de réduction du niveau de la dette publique et d'accumulation des réserves extérieures.■

La croissance à moyen terme devrait augmenter progressivement à 3,5 %, principalement en raison d'une reprise plus dynamique du secteur hors pétrole, tandis que les réformes visant à améliorer la gouvernance, la transparence et l'environnement des affaires devraient commencer à porter leurs fruits.


©DR





Industries culturelles et créatives d'Afrique

Afreximbank renforce son financement

A l'occasion de la Creative Africa Nexus Week-end (CANEX WKND) 2022, la banque a réitéré son engagement à soutenir le génie créateur africain.

Par Georges Auréole BAMBA

L'événement en valait le détour. Organisé par la banque africaine d'import-export (Afreximbank) en partenariat avec le gouvernement ivoirien, le Creative Africa Nexus Week-end (CANEX WKND) organisé à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 25 au 27 novembre 2022 a bien tenu son rang de plus grand rassemblement des industries culturelles et créatives d'Afrique et de la diaspora, en réunissant environ 3 000 talents culturels et créatifs, ainsi que des investisseurs, des chefs d'entreprises, des représentants gouvernementaux, des médias d'Afrique et de la diaspora au Palais des Congrès de l'Hôtel Ivoire de la métropole ouest-africaine.

De la cérémonie d'ouverture lancée par le Premier ministre ivoirien, Patrick Achi en personne, accompagné de membres du gouvernement au giga concert de clôture, en passant par les deals conclus, le Canex WKND 2022 a donné un aperçu de l'épaisseur du matelas financier que constituent les richesses culturelles et artistiques de l'Afrique et de sa diaspora, jusque-là très faiblement valorisées.

La culture génère plus de 2 250 milliards de dollars chaque année dans le monde, selon un rapport de l'OCDE cité par Patrick Achi. Pourtant, les industries culturelles et créatives d'Afrique ne représentent qu'une part infime de ce business lucratif. Si plusieurs initiatives







ont vu le jour ces dernières décennies pour inverser cette tendance, au regard du potentiel africain dans ces domaines, celle mise en œuvre par la Banque africaine d'import-export, Afreximbank, à travers le Canex (Creative Africa Nexus) s'impose désormais comme un puissant outil à la fois de valorisation des créations et des créateurs africains et un instrument de soft power africain.

A l'occasion du Canex WKND 2022, le Professeur Benedict Oramah, président d'Afreximbank et de son Conseil d'administration, a annoncé une cette nouvelle ère de mise en orbite de la puissance créative africaine. Un financement d'un milliard de dollars américains est désormais dédié au soutien des industries créatives africaines dans le cadre du programme CANEX. Pour rappel, en 2020, Afreximbank avait introduit un mécanisme de financement de 500 millions de dollars US pour soutenir l'industrie créative et culturelle de l'Afrique dans le cadre de son programme CANEX. La Banque a pu soutenir l'industrie de manière significative grâce à ce dispositif qui est à présent presque entièrement épuisé, selon M. Oramah. Le doublement de la taille du mécanisme à 1 milliard de dollars US, pour une mise en œuvre jusqu'en 2025, devrait permettre de maintenir et de pérenniser l'élan et l'impact lancé par le dispositif de financement initial.

> **Afreximbank avait introduit un mécanisme de financement de 500 millions de dollars US pour soutenir l'industrie créative et culturelle de l'Afrique dans le cadre de son programme CANEX.**

« Le programme, précise Afreximbank est destiné à financer toutes les activités de la chaîne de valeur de l'industrie créative et culturelle, de la production de contenu à la distribution. Il soutient le développement d'infrastructures pour la création de contenu, la conception de produits, la distribution, la logistique et l'acquisition de propriété intellectuelle. Les activités du secteur créatif et culturel couvertes comprennent le sport, la mode, la musique, le cinéma, l'art, y compris les arts du spectacle, les médias et la technologie. »

A Abidjan, 412 millions de dollars de deals ont été conclus pendant cette édition du CANEX 2022, selon le bilan dressé par la Vice-présidente exécutive d'Afreximbank, Kanayo Awani. Un bilan encourageant qui laisse présager d'une édition 2023 du Canex encore plus fructueuse. Ce sera à nouveau à Abidjan, cette fois dans le cadre plus vaste de la Foire intra-africaine continentale organisée par l'Union africaine et ses partenaires, dont Afreximbank, dans la capitale économique ivoirienne.■

L'ENTRETIEN ECO

« La RDC est de plus en plus fréquentable...»

Anthony Nkinzo Kamole, Directeur général de l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAPI), République démocratique du Congo.

Propos recueillis par Simon Pierre ETOUNDI



©DR

Vous êtes à la tête d'une structure qui est réputée être la porte d'entrée pour tous ceux qui veulent faire du business en République démocratique du Congo. Que représente véritablement l'Agence de promotion des investissements ?

Nous sommes une structure qui par vocation est le guichet unique pour tout opérateur économique veut venir investir en République démocratique du Congo. Il nous incombe de l'orienter, de le tranquilliser l'orienter et lui donner des informations utiles autant sur nos différentes plateformes numériques que digitales. Récemment nous avons fait des pas importants. Nous avons un peu plus de 1000 projets qui ont été agrées au code des investissements, on a 14 milliards de dollars en termes de coûts d'investissements pour ces projets. En termes d'emplois nous sommes à un peu plus de 60 000 emplois directs qui ont été créés. Nous pensons que nous avons pu positionner l'agence, mais beaucoup plus la RDC sur l'échiquier des affaires. Et c'est grâce à l'appui institutionnel du chef de l'Etat et du gouvernement. Nous nous sentons à l'aise et réconfortés dans les différentes missions que nous sommes en train de mener et nous avons l'ambition de faire mieux.

Votre pays a été catalogué comme une terre d'opportunités. Mais il a souvent cristallisé l'attention pour des mauvaises raisons avec des problèmes d'insécurité, de crises, des guerres et de corruption comme dans d'autres. Quelle appréciation faites-vous de à ce tableau ?

A côté de ce tableau que vous venez de peindre je vais en faire un autre. Bloomfield qui est une agence de notation africaine vient de noter notre pays comme un pays qui a des perspectives stables. La note sur le climat des affaires est de 5.1. On a évalué notre pays en monnaie locale. Le Fonds monétaire international dans les deux parutions des deux dernières années a montré que la RDC avait une économie résiliente et a augmenté son enveloppe de facilité de crédit. Nous allons atteindre les 2 milliards en termes d'appui budgétaire et de fonds qui ont été mis sur certains projets. La Banque mondiale vient d'augmenter son portefeuille sur différents autres projets. La Banque africaine de développement a élargi son portefeuille de projets pour la RDC. L'agence de notation Moody's et Standard and Poors ont changé la note qui était de CC- pour la placer à B-. Traduction : une économie stable. C'est un élément assez important. Les différentes agences de notation nous ont donné une évolution de notre économie. Entre l'avis des agences de notation, des bailleurs de fonds, les différents accords que nous avons signés avec la Turquie, le Qatar, les Emirats arabes unis, l'ouverture diplomatique, que je place à côté du tableau que vous venez de peindre, qu'est-ce qui pèse sur la balance ? Nous ne négligeons pas et nous n'occultons pas qu'il y a des problèmes sécuritaires à l'Est du pays. Mais lorsque vous regardez la distance qu'il y a entre Paris et Le Caire, Kinshasa et Goma, est-ce pour autant qu'à Paris il y a des problèmes en termes de mouvements des personnes et des biens ? C'est ça la caricature qui existe. D'ailleurs, dans cette partie en proie à l'insécurité, il y a des investissements qui s'y développent. Le groupe Castel est en train d'augmenter sa ligne d'investissement à Beni. Nous avons des investissements en Ituri qui est quasi le théâtre de l'insécurité et où la construction des routes est en cours. Des projets agricoles sont également en train d'y prendre corps. Est-ce qu'on peut dire que la caricature qui est faite par les autres dans leurs bureaux climatisés en dehors de la RDC est une vraie caricature ? Vous avez-vous-même évoqué que les problèmes de corruption existent partout. Nous venons de rentrer dans le processus de l'AGOA. Cela nous est utile parce qu'on disait que les enfants travaillaient dans les mines et qu'il y avait

des problèmes de corruption. Ce retour au sein de l'AGOA montre bien que la RDC a montré qu'il y a une évolution et que nous continuons à fournir des efforts. En somme, la RDC est de plus en plus fréquentable. Au niveau le plus élevé, il y a une prise en charge du climat des affaires et des questions sécuritaires. A notre niveau, nous sommes en train de communiquer sur les réformes mises en place et nous conduisons certaines réformes avec d'autres structures. Nous avons mis en place avec l'appui des autorités sectorielles, une feuille de route qui a été validée au niveau du Conseil des ministres avec des assignations précises. Nous participons en outre à des grands forums pour présenter le nouveau visage de la RDC.

Les spécialistes des questions économiques pensent que pour être attractifs, les pays africains doivent revoir leurs textes réglementaires, notamment le Code des investissements...

J'ai un point de vue d'expert totalement différent. Je ne pense pas que pour être plus attractif, il faut changer le Code des investissements. Je pense plutôt que pour être attractif, il faut avoir une meilleure lisibilité de la législation nationale. Parce qu'un opérateur économique a besoin de savoir : est-ce que si je viens dans ce pays, je vais investir correctement ? J'y reste correctement et y évolue correctement ? Ça veut dire que : est-ce mes lois sont respectées ? Est-ce que ma marge est respectée ? Est-ce que je vais faire du bénéfice ? Est-ce que la justice est là ? Est-ce que l'infrastructure routière et énergétique est là ? Si tous ces éléments, facteurs du climat des affaires sont réunis, un investisseur va se dire : à pays égal, investissement égal. Maintenant, tout dépend des marges. Le Code des investissements une cerise sur le gâteau parce que lorsque j'apporte un montant d'une telle importance, l'Etat m'accompagne en me donnant certains avantages.

Cela dit, nous sommes en train de revisiter notre code parce que nous voulons être compétitifs non seulement en Afrique centrale, mais aussi dans la Eastern Africa Community (EAC) dans laquelle nous avons adhéré. Il y a aussi la SADC et le Comesa. Nous sommes en train de l'évaluer parce que le Code actuel date de 2002. L'environnement économique ou macro-économique à l'époque était totalement différent. Nous avons adhéré à des organisations sous-régionales où la compétitivité est différente. En 2002, il n'y avait pas la Zone de libre échange continental. Nous y sommes et devons-nous adapter. Nous avons signé des accords de non double imposition avec certains pays. Donc, on devrait pouvoir s'adapter. Dans l'ancien code, il y avait la contribution sur le chiffre d'affaires. Or, la loi fiscale a évolué. Nous avons la taxe sur la valeur ajoutée. Aujourd'hui, nous avons un niveau de développement des PME qui évolue. En outre, nous sommes envisageons d'octroyer un chapelet d'avantages ou un cadre propice pour de gros investissements comme on le fait ailleurs.



A notre niveau, nous sommes en train de communiquer sur les réformes mises en place et nous conduisons certaines réformes avec d'autres structures. Nous avons mis en place avec l'appui des autorités sectorielles, une feuille de route qui a été validée au niveau du Conseil des ministres avec des assignations précises.

On se rend compte que les agences de promotion des investissements sont la tendance en Afrique. A partir de l'expérience de l'ANAPI en RDC, pensez-vous que ce choix est une voie porteuse ? De quelle marge de manœuvre disposez-vous ?

Lorsque qu'on fait une sorte de droit comparé entre les différentes agences de promotion des investissements, il y a une autonomie de gestion que les différentes agences ont et qui leur donne la capacité de pouvoir contracter des partenariats. Dans certains pays vous avez des agences qui sont sous tutelle du Premier ministre ou du président de la République, alors que dans d'autres pays, elles sont sous tutelle de plusieurs ministères. Tout dépend de l'ordonnancement qui permet à l'agence de mieux se positionner et d'avoir un certain nombre de relations avec les partenaires. Aujourd'hui, lorsque nous nous positionnons devant un opérateur économique, nous lui présentons la loi, les assurances et l'environnement immédiat et on lui dit qu'il est possible d'avancer. Le choix de prendre la décision ne dépend pas toujours de l'agence, mais de l'investisseur. Nous avons des marges de manœuvre à des proportions différentes.

Pour parler spécifiquement de la RDC, quels sont les secteurs les plus attractifs et quelles sont les perspectives d'investissement ?

Il est impossible qu'on ne parle pas des mines qui sont un secteur important. Mais, nous sommes dans une vision de diversification de notre économie. Lorsque vous regardez le plan stratégique de développement de notre économie, il y a deux ou trois secteurs qui se retrouvent en pole position. Nous avons l'agriculture, les infrastructures et l'énergie. L'agriculture parce que la covid-19 nous a montré la fragilité de nos économies. Avec la fermeture des frontières, nous avons été confrontés aux problèmes d'approvisionnements en produits de première nécessité et pharmaceutiques. Mais, on se rend compte aussi que pour un pays de 2 345 000 km2, la connexion de Kinshasa avec les provinces orientales par voie routière est un peu difficile. On est obligé d'acheminer certaines denrées par avion. Ce qui est un peu cher. On doit créer des routes. C'est primordial. Pour ce qui est de l'infrastructure aéroportuaire, nous avons aussi des défis au regard des plateformes dont dispose notre pays.

Les questions touristiques sont importantes. Aujourd'hui, c'est plus facile d'aller en Tanzanie visiter les grands parcs et les grandes plaines, aller au Zimbabwe ou au Maroc. Nous sommes en train de travailler pour qu'un Marocain se dise qu'il peut aller en RDC visiter le parc de Virunga ou à Goma. C'est un défi que nous comptons relever et qui va créer un écosystème hôtelier, routier, des banques, des écoles, etc. La santé reste un autre secteur important parce qu'il y a la capacité de pouvoir construire des structures médicales et de réhabiliter certaines autres structures. En matière agricole, il y a une reprise de certaines concessions qui ont été abandonnées. Il y a 80 millions d'hectares de terre arables où on peut trouver plusieurs spéculations, maïs, blé, pomme de terre, patate douce, sorgho, café, cacao et toutes sortes de fruits. Tout cela peut se créer en RDC. Ce sont les différents secteurs dans lesquels on peut investir. En matière industrielle, le plan de développement industriel prévoit la création des zones économiques spéciales, les parcs à bois industriels et les zones franches. Nous devons développer la chaîne des valeurs dans notre pays.▪

Qatar 2022

Comptes et mécomptes

Le bilan de la participation des cinq sélections africaines à la 22ème édition de la Coupe du monde de la Fifa (20 novembre–18 décembre 2022) est largement positif. Pour la première fois de l'histoire, chacune des équipes venues d'Afrique est rentrée avec au moins une victoire de prestige, et même que le plafond de verre qu'étaient les quarts de finale a enfin été brisé par le Maroc qui a été dans le dernier carré.

Par Emmanuel Gustave SAMNICK



africains



© DR





Le Maroc sur son Atlas

Le Maroc a manqué l'accès en finale et raté son match pour la 3ème place perdu 1-2 contre la Croatie. Mais dans l'ensemble il a affiché un visage conquérant et démontré, en battant tour à tour la Belgique, l'Espagne et le Portugal, qui sont des cadors du football européen, que l'Afrique avait désormais le niveau pour conquérir le titre suprême. En tout cas, les Marocains ont fait parcourir un vent de fraîcheur sur le Qatar par leur détermination, leur discipline et par leur talent tout simplement. Pendant trois semaines, les Lions de l'Atlas ont rappelé au monde qu'en football, seule la vérité du terrain compte. Ils ont ainsi renvoyé à leurs études tous les analystes et pseudo spécialistes qui ne leur accordaient aucun crédit avant la compétition. L'histoire. Finalement le Maroc l'a écrite en se hissant dans le dernier carré de la grand-messe du football mondial. Les Lions de l'Atlas sont devenus la première nation africaine à disputer les demies-finales du Mondial. Au-delà de leur classement final, les poulains de Walid Regragui ont surtout affiché un état d'esprit inhabituel chez les footballeurs africains lors des compétitions internationales. Ils ont joué sans complexe, mais avec rigueur et panache. Au Qatar Achraf Hakimi, Yassine Bounou et consorts ont marqué l'histoire au fer rouge. ▪



© DR



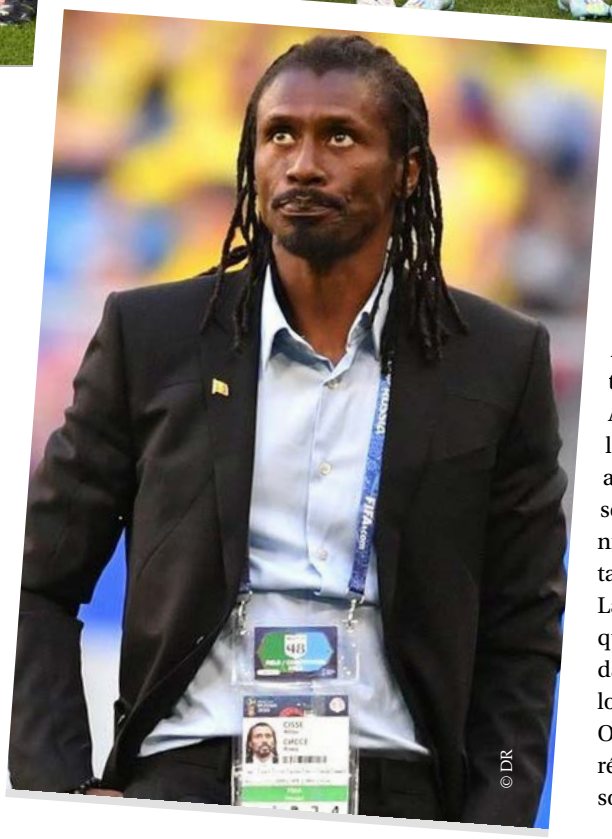
© DR

Cameroun, Tunisie et Ghana dans le dur

Dès le tirage au sort de la phase des groupes, on savait qu'il faudrait un exploit à chacun de ces trois représentants africains pour avoir le droit de poursuivre la compétition au-delà du premier tour. Ils ne sont pas passés loin. Mais leurs efforts se sont avérés vains. Retenons néanmoins les victoires de prestige du Cameroun contre le Brésil (1-0), de la Tunisie contre la France (1-0) et du Ghana contre la Corée du sud (3-2).

Resteront les regrets, notamment pour les Lions indomptables du Cameroun, qui se sont laissé surprendre lors de la 1ère journée par la Suisse (0-1) alors qu'ils semblaient contrôler le match. Le sélectionneur Rigobert Song a aussi donné l'impression de découvrir son effectif au fil des matches, d'où ce réveil intéressant mais tardif lors du deuxième match contre la Serbie (3-3) et surtout au troisième match contre le Brésil (1-0). La Tunisie peut aussi se mordre les doigts, elle qui a su rivaliser avec les deux favoris de son groupe (0-0 contre le Danemark et 1-0 contre la France) mais a étonnamment flanché devant le petit poucet australien (0-1).▪




© DR

Le Sénégal en demi-teinte

Où étaient passés les fringants Lions de la Teranga, brillants vainqueurs de leur première Coupe d'Afrique des nations en février 2022 et dominateurs de l'Égypte lors des barrages du Mondial en mars ? On pourra toujours évoquer le forfait de dernière heure de leur joueur-vedette Sadio Mané, mais c'est peu dire que les joueurs de coach Aliou Cissé n'ont pas fait une grande coupe du monde en terre qatarie. Vernis par le sort qui l'a placé dans le groupe A le plus facile avec le Qatar et l'Équateur, le Sénégal s'est logiquement et sans forcer, qualifié pour le second tour avec la Hollande. C'est en 8ème de finale que l'équipe sénégalaise a montré ses limites, incapable de hausser son niveau de jeu et rendant facilement les armes devant une talentueuse équipe d'Angleterre qui l'a balayée (3-0).

Largesses défensives, peu d'audace offensive malgré quelques fulgurances de Ismaïla Sarr et approximations dans les transmissions ont coulé le bateau sénégalais qui, logiquement, a stoppé son voyage au stade des huitièmes. On avait tellement fondé d'espoirs sur cette génération dorée du football sénégalais qu'on est obligé d'être déçu par son court séjour au Qatar.■

Ils ont brillé...



© DR

Yassine Bounou, le gardien volant

C'est un véritable citoyen du monde qui a hissé le Maroc dans le dernier carré de la Coupe du monde 2022. Né au Canada, champion du Maroc en 2010 et vice-champion d'Afrique en 2011 avec le Wydad de Casablanca, Yassine Bounou fait les beaux jours de l'un des clubs les plus réguliers du championnat d'Espagne, le FC Séville avec qui il remporte l'Europa League en 2020. Ce gardien de buts spécial, lauréat du trophée Zamora qui récompense le gardien ayant encaissé le moins de buts, est même devenu un héros en Espagne en mars 2021 quand il a inscrit le but égalisateur de son club contre Valladolid à la 93ème minute...

Pour leur bon parcours au Qatar, les Lions de l'Atlas doivent une fière chandelle à leur dernier rempart. Les prestations majuscules du portier de 31 ans n'ont pas laissé indifférents de grands clubs européens. Le Bayern de Munich, à la recherche d'une grosse pointure dans ses buts après la grave blessure de Manuel Neuer, a notamment engagé des discussions avec l'entourage de l'international marocain. Pour Bounou alias Bono, le tour du monde va sans doute se poursuivre.■



Sofyan Amrabat, le roc du Maroc

Si le monde entier a seulement découvert le numéro 4 du Maroc pendant la Coupe du monde au Qatar, l'Afrique avait déjà des nouvelles de ce milieu de terrain râblé et infatigable. Pendant la Coupe d'Afrique des nations (Can) organisée au Cameroun du 9 janvier au 6 février 2022 en effet, le joueur de 26 ans s'était déjà illustré comme le métronome des Lions de l'Atlas.

En terre qatarie, il a simplement confirmé tout le bien que l'on pensait de lui. Justesse technique et présence physique font partie de ses atouts. Toujours bien positionné, bon récupérateur-relayeur-relanceur, il ne lui manque que l'audace de frapper vers les buts adverses pour être un joueur complet. Mais la plupart des médias internationaux l'ont placé dans leur équipe-type du Mondial 2022.

La Fiorentina, son club italien aura du mal à conserver ce joyau après sa prestation XXL au Qatar qui a conquis le cœur des techniciens réputés et rigoureux comme Fabio Capello, Vahid Halilhodzic ou Jürgen Klopp. Liverpool est d'ailleurs sur la liste des clubs huppés qui s'intéressent au natif de Huizen aux Pays-Bas, tout comme Tottenham et Paris Saint-Germain.■

© DR



Vincent Aboubakar, l'inusable buteur

Un lob astucieux qui laisse pantois le géant (plus de 2m) gardien serbe Milinkovic-Savic et une tête décroisée qui met KO Ederson et l'équipe du Brésil. En deux actions d'éclat, le capitaine des Lions indomptables a marqué l'histoire de la Coupe du monde 2022 alors même qu'il avait débuté la compétition sur le banc des remplaçants.

C'est que l'attaquant de 31 ans (né le 22 janvier 1992) formé à Coton Sport de Garoua au Cameroun est passé maître dans l'art d'inscrire de beaux buts décisifs. On se souvient encore de son but d'anthologie en finale de la Can 2017 contre l'Égypte : une reprise de volée en rupture d'équilibre après deux dribbles aériens, qui offre la cinquième étoile continentale au Cameroun. Un exploit réalisé déjà en sortant du banc ! « Je réponds présent quand le coach a besoin de moi », assure le meilleur buteur de la Can 2021, qui est passé par Valenciennes et Lorient en France, FC Porto au Portugal et Besiktas en Turquie.

© DR

VITRINE AFRICAINE
soyons visibles pour être connus et reconnus

VITRINE AFRICAINE Fête ses 10 ANS avec 2012 2022

Le Gala Des ANNUEL ENTREPRENEUR(E)S DE LA DIASPORA AFRICAINE

Un franc succès pour le premier Gala Annuel des Entrepreneurs.re.s de la diaspora Africaine

Bruxelles, le 30 décembre 2022 – 10 ans après sa création, Vitrine Africaine s'est imposée en Belgique comme la première plateforme et vitrine de référence des entrepreneur.e.s de la diaspora africaine de Belgique et d'Europe.

Une première expérience unique, une soirée pour célébrer la résilience, le partage et la rencontre entrepreneuriale. L'occasion de dire haut et fort les aspirations économiques d'une communauté grandissante.
Le 10 décembre 2022 donc, le premier Gala des entrepreneur.e.s de la diaspora africaine, organisé par Vitrine Africaine, a rassemblé près de 150 participants dont 16 partenaires & sponsors, 3 partenaires médias et 3 officiels (M Fabrice Kumps Bourgmestre de Anderlecht, S.E Shamebo Fitamo's Ambassadeur de l'Ethiopie en Belgique, Mme Lydia Mutyebele Echevinne de la Ville de Bruxelles) qui nous ont fait le plaisir de participer et de soutenir cette 1ère édition.
Cet évènement organisé sous le thème «Entrepreneuriat et Résilience» sera le point de départ d'une nouvelle dynamique d'actions, visant à mettre en avant le rôle de la diaspora panafricaine ici et là-bas. Vitrine Africaine qui



Le jury.

Après plus d'un an d'éloignement, la plateforme re mobilise la diaspora en faisant le choix du mouvement contre l'inertie avec l'organisation du premier Gala des entrepreneur.e.s.

depuis 2012 à aujourd'hui, œuvre activement sur le terrain de la représentativité des diasporas africaines en Europe et en Belgique en particulier va aujourd'hui, à travers ce Gala, célébrer ses « success stories ».
10 entrepreneur.e.s sélectionné.e.s par un jury seront primé.e.s et se verront remettre un prix pour leur capacité à proposer des produits et services innovants.



1er prix spécial Nadège Nlend, Restaurant La Villa Bantou.

Les lauréats



Les laureats.

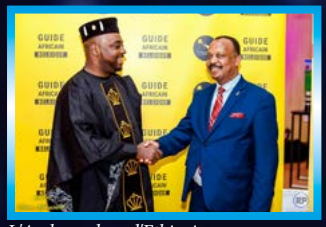

La présentatrice Tania.






Mme Lydia Mutyebele, Echevine de la ville de Bruxelles.


2e prix spécial NelTsopo du magazine Brukmer.


L'Ambassadeur d'Ethiopie.



L'occasion de remercier le jury qui a œuvré pour la désignation de 10 lauréat.e.s. ce jury était composé de :

Régine Mukondola : Assistante à l'ambassade de la Sierra Leone
Nadine Minampala : Coordinatrice de Start Creation
Nadia El Yousfi : Députée francophone Bruxelloise
Nel Tsopo : Consultant en communication, fondateur de Brukmer Magazine
Serges Ngunda : Fondateur et Gérant de SN ASSUR

Les lauréats

1er lauréat : Africa Paid
2ème lauréat : BEL'AFRIKA MEDIA
3ème lauréate : SIGOJI
4ème lauréate : Les racines de Ndaya
5ème lauréat : l'école culturelle congolaise KUWA de l'ASBL DC RACIN (Dynamique Congolaise de Réflexions et d'Actions innovantes)
6ème lauréate : Molly's art Move
7ème lauréate : Dorsty Juice
8ème lauréat : Evina Sportwear
9ème lauréate : WENZOKI
10ème lauréat : Champagne Bernard Njandja

Vitrine Africaine a remis 2 prix spéciaux à 2 entrepreneur.e.s coup de cœur.
1er prix spécial remis à Madame Nadege Nlend, fondatrice de La Villa Bantou Restaurant.
Un restaurant proposant une cuisine africaine raffinée, gouteuse et de qualité. La Villa Bantou innove non seulement par sa position géographique (Laken), mais aussi par le choix de sa décoration, de la présentation de ses plats qui invitent au voyage.
Le 2ème prix spécial est remis à Nel Tsopo, fondateur et rédacteur en chef de Brukmer.
Premier journaliste à avoir cru au projet de Vitrine Africaine et avoir écrit le premier article sur le projet. C'est aussi une personnalité de la diaspora qui soutient activement les projets de Vitrine Africaine.

À propos de Vitrine Africaine Fondée en 2012 et éditeur du « GUIDE AFRICAIN de Belgique » depuis 2013, Vitrine Africaine se positionne comme la « vitrine » du savoir-faire et de l'excellence de la communauté africaine de Belgique et du monde. Vitrine Africaine organise chaque année une soirée de présentation de son Guide Africain et initie en 2022 le Gala annuel des entrepreneur.e.s de la diaspora africaine.

Informations : https://vitrineafricaine.com/
www .vitrineafricaine.com Email : Info@vitrineafricaine.com
Contact Presse Ma-Kom: Marcelle Kom / + 32 470 05 39 86 / rpmakom@gmail.com

YAHIA BELASKRI
Écrivain



L'Espérance contre la haine

Le monde gronde et menace, ce n'est pas nouveau. Toute l'histoire humaine est faite de bruit et de fureur. Depuis les conquêtes coloniales, l'esclavage et les génocides qui se sont succédé, celui des tribus Nama et Herero en Namibie jusqu'à celui des Juifs par le régime nazi en passant par celui des Arméniens, ce n'est que sang et larmes. Il n'en a jamais été autrement mais nous oublions. Peut-être parce que, me dit mon ami l'écrivain Robert Blondel, nos cœurs sont moins fermés. Possible.

En ces temps d'incertitude, de brutalité, d'incompréhension, de polémiques récurrentes, d'anathèmes jetés au visage de l'autre, celui qui habite à deux pas comme celui de plus loin, il est tentant de prendre peur et se replier sur soi. C'est plus facile, accuser l'autre de tous les maux, le harceler, l'insulter, pourquoi pas demander son bannissement, son exclusion.

Pourtant, l'Autre, l'étranger est constitutif de notre présence, de notre être. De tous temps les Hommes ont voyagé, migré, se sont installés, ancrés jusqu'à se fondre, d'autres sont repartis ou revenus vers leur sol natal. La géographie atteste de ces mouvements humains puisque les territoires ont évolué, grandi ou rétréci, changeant d'appartenance ou retrouvant une précédente. Quitter son hameau ou son village pour un autre, partir du sol natal pour s'inventer ailleurs, rien de nouveau donc.

La géographie atteste de ces mouvements humains puisque les territoires ont évolué, grandi ou rétréci, changeant d'appartenance ou retrouvant une précédente. Quitter son hameau ou son village pour un autre, partir du sol natal pour s'inventer ailleurs, rien de nouveau donc.

Pourquoi s'acharne-t-on aujourd'hui sur celles et ceux qui arrivent ? Ici et là, retentissent les appels à l'enfermement et au cloisonnement, au nom de la pureté. Illusions. Toute culture est seconde, nous apprend Rémi Brague. Il ajoute : « L'Antiquité gréco-latine d'une part, le Moyen-Orient biblique d'autre part sont les deux matrices de la culture européenne (…) L'Europe a (…) cette particularité d'être, pour ainsi dire, immigrée à elle-même. » Pour un autre segment de la transmission, Alain de Libéra le signifie clairement : « …que les « Arabes » aient joué un rôle déterminant dans la formation de l'identité intellectuelle de l'Europe (…) est une (chose) qu'il n'est pas possible de « discuter », à moins de nier l'évidence. »

C'est ce qui distingue l'Europe : inclure et non disperser ou rejeter. Comment expliquer ce repli sur soi ? La peur ? En France, l'Assemblée examine une énième loi sur l'immigration. À chaque législature, le thème est rebattu et les esprits s'enflamment ; on parle d'attentats, de guerre civile, la France est en danger. De quoi ? La démocratie française est-elle si fragile ? Les institutions sont-elles si friables ? Les valeurs de la République ne sont pas assez fortes ? Illusions.

Les lecteurs le comprendront, les voix qui expriment la peur, le repli sur soi, le rejet de l'autre sont celles des pessimistes et déclinistes. La société française diverse et plurielle n'émarge pas complètement à ces discours. Il faut sillonner le pays pour rencontrer, partout, dans les villages et les villes, des femmes et des hommes qui refusent cette attitude, inventent leur relation à l'autre, ouvrent leur porte et leur cœur. Il y a 1,5 million d'associations dans le pays, animées par 13 millions de bénévoles, dont 22% chez les moins de 30 ans. Il y a de quoi espérer. Justement, c'est de cela qu'il s'agit : l'espérance. Avoir confiance en soi et en l'avenir. Ainsi peut-on faire reculer la peur et son corollaire : la haine. L'espérance c'est ouvrir son cœur.■

1- Rémi Brague « Europe, la voie romaine », éd. Gallimard, coll. Folio Essais, 1999 ;
2- Alain de Libéra « Penser au Moyen Age », éditions du Seuil, Points, Essais, Paris mai 1991 ; p. 104 ;

REBRANDING AFRICA FORUM

Make Africa Great

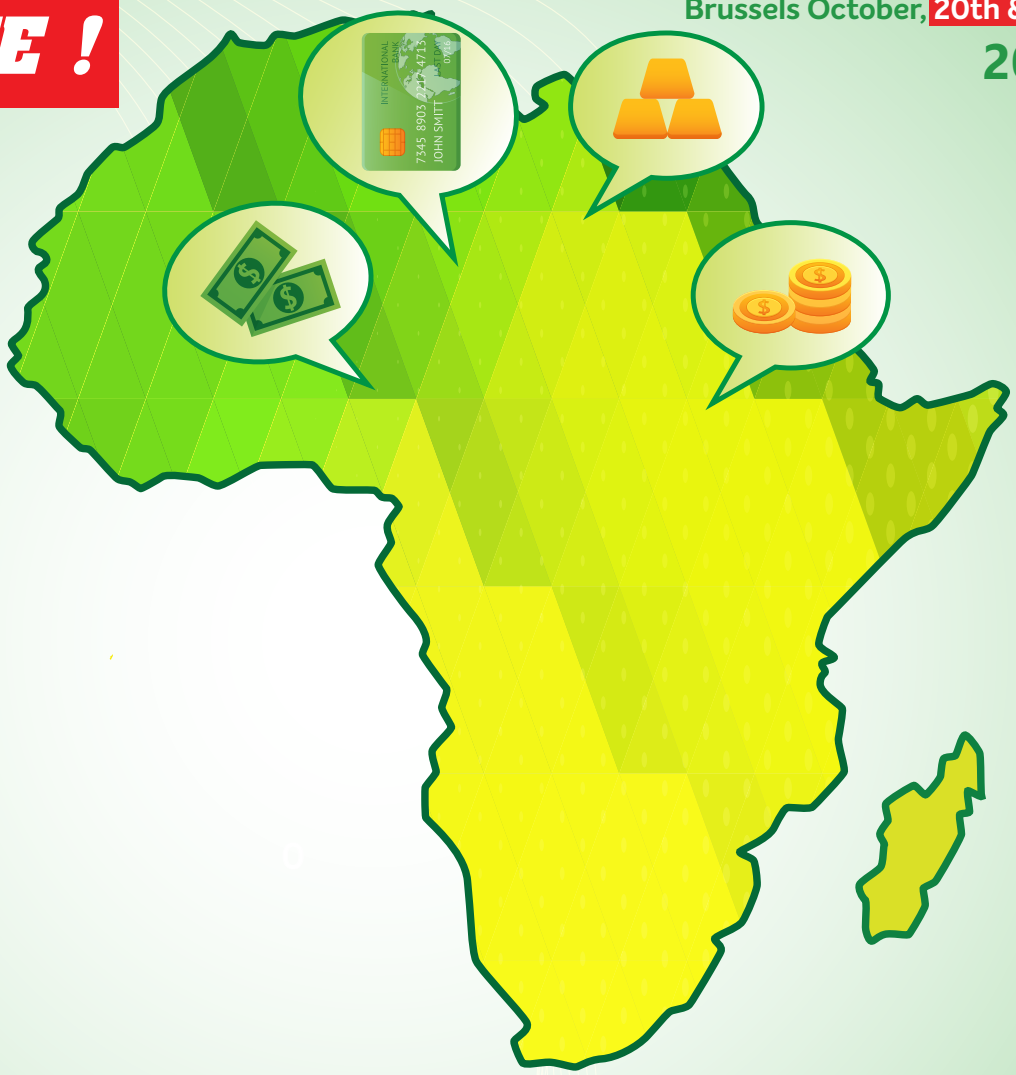
9e edition

SAVE THE DATE !

Bruxelles 20-21 Octobre

Brussels October, 20th & 21st

2023



Thème

Les systèmes financiers africains en mutation, concilier authenticité et modernité : les chemins de l'inclusion financière

Evolving African financial systems, reconciling authenticity and modernity: Pathways of financial inclusion

Organisé en Partenariat avec

NOTREAFRIK

#MakeAfricaGreat www.rebrandingafrica.com contact@rebrandingafrica.com

@RebrandingAF Rebranding Africa Rebranding Africa Rebranding Africa Forum

vistabankgroup.com



VISTA



CARTES PRÉPAYÉES **VISTA** CASH

DÉPENSER DEVIENT SIMPLE... **MA CARTE, MA LIBERTÉ.**

- **FAITES VOS ACHATS EN MAGASIN ET EN LIGNE**
- **FAITES VOS RETRAITS AUX GUICHETS AUTOMATIQUES**
- **CONVIENT PARFAITEMENT AUX HOMMES D'AFFAIRES, AUX VOYAGEURS OU AUX ÉTUDIANTS**

DEMANDEZ UNE CARTE PRÉPAYÉE VISTA CASH ICI DÈS AUJOURD'HUI

OFFRE SOUMISE À CONDITIONS